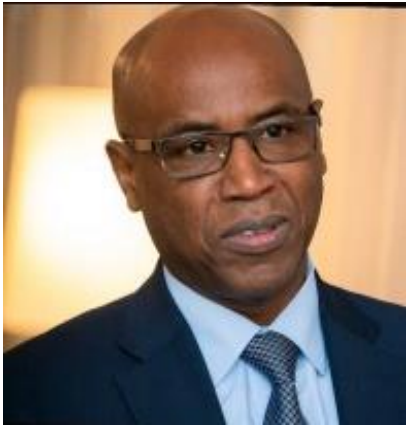


REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail – Justice - Solidarité



MINISTRE DU BUDGET
DIRECTION GENERALE DU BUDGET

**RAPPORT D'EXECUTION DU BUDGET
DE L'ETAT AU DEUXIEME TRIMESTRE
EXERCICE 2024**



Chers compatriotes,

Suite au rapport d'exécution du budget de l'État au titre du premier trimestre 2024, j'ai l'honneur de présenter celui du deuxième trimestre 2024, en application de l'article 77 de la Loi Organique Relative aux lois de Finances (LORF) du 06 août 2012.

Cette disposition légale s'inspire des bonnes pratiques internationales qui recommandent d'informer régulièrement la représentation nationale, les acteurs de la société civile ainsi que les partenaires techniques et financiers de l'exécution du budget, à des fins de contrôle parlementaire et de renforcement de la transparence budgétaire.

L'exécution du budget au deuxième trimestre de l'année 2024, a été essentiellement marquée par :

- la persistance des effets de l'incendie du dépôt central des hydrocarbures de Coronthie sur l'économie guinéenne ;
- la poursuite de la politique de subvention du prix des produits pétroliers ainsi que celle des produits de première nécessité pour soulager le panier de la ménagère ;
- l'apurement des arriérés de dépenses de l'exercice 2023 pour soutenir l'activité économique des Petites et Moyennes Entreprises (PME), fournisseurs de l'État ;
- des défis de mobilisation des ressources de financement, notamment des obligations du Trésor ;
- le niveau relativement appréciable de mobilisation des recettes budgétaires avec un taux de réalisation de plus de 85%.

Au regard des défis socioéconomiques, la politique budgétaire poursuivie par le Gouvernement a ciblé, prioritairement les dépenses du secteur social et la poursuite des projets d'investissement en cours.

En raison des demandes sociales pressantes, des nécessités de réalisation des infrastructures et des enjeux de financement de l'économie nationale, les efforts du Gouvernement sont axés sur la réalisation des objectifs définis dans le Programme de Référence Intérimaire (PRI), qui incarnent la vision de refondation économique et financière de la Guinée, impulsée par le Président de la République, Chef de l'État, Chef suprême des Armées, le Général de Corps d'Armée Mamadi DOUMBOUYA.

Table des matières

RESUME EXECUTIF	4
SIGLES ET ABREVIATIONS	5
LISTE DES TABLEAUX.....	6
LISTE DES GRAPHIQUES	6
INTRODUCTION.....	7
I. CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET AU DEUXIEME TRIMESTRE 2024	7
II. SITUATION DE LA MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES.....	9
II.1. Analyse de la mobilisation globale des recettes.....	9
II.2. Analyse de la mobilisation des recettes par catégorie	10
II.2.1. Recettes fiscales	10
II.2.2. Dons, Legs et Fonds de concours	11
II.2.3. Autres recettes	12
II.2.4. Analyse des recettes minières	13
II.3. Analyse de la réalisation des recettes par régie	14
II.3.1. Direction Générale des Impôts (DGI).....	15
II.3.2. Direction Générale des Douanes (DGD).....	17
II.3.3. Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGT-CP).....	19
II.3.4. Ventilation des recettes à régulariser	22
II.3.5. Risques et perspectives sur les recettes.....	22
III. SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES	23
III.1. La situation globale de l'exécution des dépenses.....	23
III.2. Situation des modifications de crédits	24
III.3. Analyse des dépenses par nature.....	25
III.3.1. Dépenses courantes y compris BAS	25
III.3.2. Dépenses d'investissement y compris BAS	28
III.3.3. Situation d'exécution des dépenses par fonction	30
III.3.4. Situation d'exécution des subventions d'électricité	36
III.3.5. Consommation d'eau et d'électricité de l'administration.....	36
III.3.6. Situation des ressources des Droits de Tirages Spéciaux (DTS).....	36
III.3.7. Situation d'exécution des projets et programmes sur ressources propres	37
III.3.8. Situation des restes à payer à fin juin 2024	37
III.4. Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés au deuxième trimestre 2024.....	37
Principaux soldes et indicateurs de gestion budgétaire.....	38
IV. SOLDES BUDGETAIRES	40
IV.1. Solde budgétaire global	40
V. OPERATIONS DE FINANCEMENT.....	40
RECOMMANDATIONS GENERALES	43
CONCLUSION	44
ANNEXES.....	45

RESUME EXECUTIF

D'après les prévisions du Fonds Monétaire International (FMI)¹, la croissance économique mondiale devrait être conforme aux prévisions présentées dans l'édition précédente du rapport sur l'exécution du budget de l'Etat, à savoir 3,2 % en 2024.

En matière de finances publiques, les déficits primaires globaux (soldes négatifs du budget des administrations publiques hors intérêt versés sur la dette et les revenus d'actifs financiers reçus) devraient se réduire à 4,9% du PIB. Aussi, la poursuite du conflit Russo-Ukrainien, induit des chocs inflationnistes exogènes (hausse des prix des produits pétroliers, de certaines matières premières, turbulence des marchés financiers mondiaux).

Au niveau de l'Afrique subsaharienne, il est attendu une croissance économique de 3,8% en 2024 contre 3,4% en 2023. Malgré cette relative embellie, des difficultés de financement persistent en raison entre autres de la baisse du niveau de l'aide publique au développement. Cela contraint les pays à réduire certaines dépenses publiques essentielles et à réaffecter au service de la dette des fonds censés financer leur développement. En outre, l'inflation est repartie à la hausse en début 2024, tirée en partie par l'augmentation des prix des produits alimentaires.

Dans ce contexte, les recettes du budget de l'État ont été mobilisées à hauteur de 9 321,07 Mds GNF sur un objectif trimestriel de 10 898,39 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 85,53%. Comparées aux réalisations du premier trimestre 2024 de 6 906,26 Mds GNF, on note un accroissement d'environ 35%.

Quant aux dépenses prises en charge par les comptables publics, elles se chiffrent à 8 967,31 Mds GNF sur 10 269,93 Mds GNF de dépenses publiques engagées, soit 87,32%. Sur le montant des dépenses prises en charge, 2 457,83 Mds GNF sont financés sur ressources extérieures.

Le montant global des dépenses payées se chiffre à 9 025,54 Mds GNF sur un objectif en Loi de Finances Initiale 2024 de 37 682,58 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 23,95%.

Les dépenses budgétaires payées sur ressources propres se chiffrent à 3 511,44 Mds GNF, soit un taux d'exécution d'environ 45,59% par rapport à l'objectif du plan d'engagement de la période se chiffrant à 7 702,40 Mds GNF.

Les dépenses d'investissement sur ressources extérieures sont exécutées à hauteur de 2 457,83 Mds GNF sur un objectif trimestriel de 1 247,00 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 197,10%.

Le solde budgétaire global s'établit à +353,76 Mds GNF (+0,17% du PIB) sur un objectif de la période de +1 948,99 Mds GNF (+0,96% du PIB).

De manière cumulée, le solde budgétaire global obtenu est de 2 762,56 Mds GNF (1,36% du PIB) contre un objectif annuel de -7 740,11 Mds GNF (-3,81% du PIB).

¹ Perspectives de l'économie mondiale du FMI d'Avril 2024

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACCT	Agence Comptable Centrale du Trésor
ANAFIC	Agence Nationale de Financement des Collectivités
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CEDEAO	Communauté Économique des États de l’Afrique de l’Ouest
CFU	Contribution Foncière Unique
CNRD	Comité National de Rassemblement pour le Développement
CNT	Conseil National de la Transition
DGB	Direction Générale du Budget
DGD	Direction Générale des Douanes
DGI	Direction Générale des Impôts
DNIPSIG	Direction Nationale des Investissements Publics Système Intégré de Gestion
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ERAM	École Régionale des Arts et Métiers
FCE	Fonds Commun de l’Éducation
FINEX	Financement Extérieur
FMI	Fonds Monétaire International
FODECCON	Fonds de Développement des Communes de Conakry
FNDL	Fonds National de Développement Local
GNF	Franc Guinéen
IMF	Impôt Minimum Forfaitaire
LFI	Loi de Finances Initiale
LFR	Loi de Finances Rectificative
LORF	Loi Organique Relative aux Lois de Finances
MB	Ministère du Budget
MSFP 2014	Manuel de Statistique des Finances Publiques
PIB	Produit Intérieur Brut
RER	Redevance d’Entretien Routier
RGGBCP	Règlement Général sur la Gestion Budgétaire et la Comptabilité Publique
RSU	Registre Social Unifié
SGG	Secrétariat Général du Gouvernement
TCT	Taxe de Consommation Téléphonique
TDB	Tableau de Bord
TEC	Tarif Extérieur Commun
TOF-ACB	Tableau des Opérations Financières de l’Administration Centrale Budgétaire
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU 1: MOBILISATION DES RECETTES DU BUDGET DE L'ÉTAT AU 2 ^{ÈME} TRIMESTRE 2024 (MONTANT EN MDS DE GNF)	9
TABLEAU 2 : ÉVOLUTION DES RECETTES FISCALES PAR CATÉGORIE AU 2 ^{ÈME} TRIMESTRE 2024 (MONTANT EN MDS DE GNF)	10
TABLEAU 3 : MOBILISATION DES DONNS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS AU 2 ^{ÈME} TRIMESTRE 2024 (EN MDS DE GNF).....	11
TABLEAU 4: MOBILISATION DES AUTRES RECETTES AU 2 ^{ÈME} TRIMESTRE 2024 (EN MDS DE GNF)	13
TABLEAU 5 : SITUATION DES RECETTES COLLECTÉES PAR LA DGI AU 2 ^{ÈME} TRIMESTRE 2024(MDS DE GNF)	16
TABLEAU 6: RECETTES COLLECTÉES PAR LA DGD AU 2 ^{ÈME} TRIMESTRE 2024 (MDS DE GNF).....	18
TABLEAU 7: SITUATION DE MOBILISATION DES RECETTES PAR LA DGT-CP À FIN JUIN 2024 (MDS DE GNF)	20
TABLEAU 8: EXÉCUTION GLOBALE PAR GRANDE NATURE ÉCONOMIQUE YC BAS AU 2 ^{ÈME} TRIMESTRE 2024.....	23
TABLEAU 9: SITUATION DES MODIFICATIONS DE CRÉDITS AU 2 ^{ÈME} TRIMESTRE 2024 (EN MDS DE GNF)25	
TABLEAU 10: EXÉCUTION DES PROJETS FINEX PAR SECTEUR ET SOUS-SECTEURS AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2023/2024 (MDS GNF)	29
TABLEAU 11 : EXÉCUTION PAR GRANDE FONCTION SUR BASE PAIEMENT AU 2 ^{ÈME} TRIMESTRE 2024 (MDS DE GNF)	32
TABLEAU 12: VENTILATION DU BUDGET EN FONCTION DES AXES DU PRI AU 2 ^{ÈME} TRIMESTRE 2024 (MDS DE GNF)	35
TABLEAU 13 : SITUATION DE L'EXÉCUTION DES CRÉDITS DES SERVICES DÉCONCENTRÉS : DÉCONCENTRÉS INTÉRIEUR, DÉCONCENTRÉS EXTÉRIEURS ET PROJETS ET PROGRAMMES AU 2 ^{ÈME} TRIMESTRE 2024 (MDS DE GNF)	38
TABLEAU 14 : SITUATION DES SERVICES DÉCONCENTRÉS DE L'EXTÉRIEUR	38
TABLEAU 15: EXÉCUTION DE LA LFI AU 2 ^{ÈME} TRIMESTRE 2024 PAR GRANDE MASSE	39
TABLEAU 17: EXÉCUTION GLOBALE DES DÉPENSES HORS FINEX PAR PHASE ET PAR ADMINISTRATION À FIN AU 2 ^{ÈME} TRIMESTRE 2024 (MDS DE GNF)	46
TABLEAU 18: EXÉCUTION GLOBALE DES DÉPENSES HORS FINEX PAR ADMINISTRATION ET PAR GRANDE NATURE ÉCONOMIQUE (BASE ENGAGEMENT) AU 2 ^{ÈME} TRIM 2024 (MDS DE GNF)	48
TABLEAU 19: EXÉCUTION GLOBALE DES DÉPENSES HORS FINEX PAR ADMINISTRATION ET PAR GRANDE NATURE ÉCONOMIQUE (BASE PAIEMENT) AU 2 ^{ÈME} TRIM 2024 (MDS DE GNF).....	50
TABLEAU 20 : SITUATION D'EXÉCUTION DES SUBVENTIONS ET TRANSFERTS HORS COLLECTIVITÉS (MDS DE GNF)	54

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DES RECETTES DU BUDGET DE L'ÉTAT AU 2 ^{ÈME} TRIMESTRE 2024 (MONTANT EN MDS GNF)	9
GRAPHIQUE 2 : MOBILISATION DES RECETTES PAR LES RÉGIES AUX 2 ^{ÈME} 2024.....	14
GRAPHIQUE 3 : COMPARAISON DES PAIEMENTS AU 2 ^{ÈME} TRIMESTRE 2023 ET AUX DEUX TRIMESTRES 2024 PAR TITRE EN MDS DE GNF	24
GRAPHIQUE 4 : COMPARAISON DE LA PART DES GRANDES CATÉGORIES (DIVISIONS) DE LA CLASSIFICATION FONCTIONNELLE DES DÉPENSES DE L'ADMINISTRATION DANS LA LFI 2024 ET LES DÉPENSES EXÉCUTÉES	33
GRAPHIQUE 5 : RÉPARTITION DES DÉPENSES EXÉCUTÉS AU 2 ^{ÈME} TRIMESTRE 2024 PAR AXE DU PRI .	33

INTRODUCTION

Dans le cadre du suivi de l'exécution budgétaire et de la transparence, le Ministère du Budget à travers la Direction Générale du Budget, produit trimestriellement et annuellement un rapport d'exécution du budget de l'État pour rendre compte de l'exécution des autorisations parlementaires à l'organe législatif et au grand public.

Ces rapports présentent d'une part l'analyse du contexte économique mondial, sous régional et national, la conjoncture économique nationale, les priorités et les mesures du budget 2024, la poursuite des réformes fiscales et douanières, les risques et les perspectives, l'analyse des principaux indicateurs de performance de la gestion budgétaire et, d'autre part la situation de mobilisation des recettes, d'exécution des dépenses, des opérations de financement ainsi que de la gestion de la trésorerie.

I. CONTEXTE DE L'EXECUTION DU BUDGET AU DEUXIEME TRIMESTRE 2024

A. Contexte économique mondial et sous régional

D'après les prévisions du FMI, La croissance mondiale devrait se maintenir au même niveau qu'en 2023 à 3,2%. Toutefois, il est attendu un léger accroissement dans les pays avancés où la croissance se situerait à 3,3% en 2025. L'économie mondiale a évolué dans un contexte de pressions inflationnistes, de mises en œuvre de politiques monétaires restrictives et les incertitudes géopolitiques.

En matière de finance publique, les déficits primaires globaux (soldes budgétaires négatifs des administrations publiques hors intérêt versé sur la dette et les revenus d'actifs financiers reçus) ; devraient se réduire à 4,9 % du PIB. Cependant, des risques substantiels continuent de peser sur les finances publiques et il faudra déployer des efforts considérables pour relancer la normalisation de la politique budgétaire face à des vents contraires.

En outre, la poursuite du conflit Russo-Ukrainien, induit des chocs inflationnistes exogènes, entre autres, la hausse des prix des produits pétroliers, de certaines matières premières et turbulence des marchés financiers mondiaux.

Selon l'agence météorologique de l'ONU, l'effet El Niño et le changement climatique a créé un dérèglement climatique qui pourrait coûter en moyenne, près de 19 % de produit intérieur brut (PIB) chaque année d'ici 2050.

Au niveau de l'Afrique subsaharienne, L'activité économique devrait s'accélérer pour se situer à 3,8% en 2024 contre +3,4 % en 2023, à mesure que les chocs météorologiques antérieurs diminuent et que les problèmes d'approvisionnement sont progressivement résolus.

B. Conjoncture économique nationale

Le budget a été exécuté dans un environnement difficile. La dynamique des activités économiques a été ralentie par la persistance des effets de l'incendie du dépôt central des hydrocarbures de Coronthie à Conakry et par la pénurie d'électricité, causée par des perturbations dans les réseaux de distribution.

En effet, le taux d'inflation en moyenne annuelle est passé de 8% en mars 2024 à 7,9% en juin 2024 dans la zone de Conakry. Sous l'angle des fonctions de consommation et de services, la hausse en glissement annuelle est beaucoup plus observée sur les composantes d'alimentation et des boissons non alcoolisées (+8,6%) et transports (7,4%).

Au titre des finances publiques, la gestion budgétaire à fin juin 2024 a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre des priorités du nouveau gouvernement et les difficultés de mobilisation des ressources de financement (intérieures et extérieures).

Plus spécifiquement, il convient de noter que :

- en 2024, le déficit budgétaire devrait continuer de se creuser du fait de la baisse des recettes publiques et l'effet des dépenses supplémentaires, en particulier liées à l'explosion du dépôt central d'hydrocarbure. Ainsi, dans le cadre du plan de réponse des autorités le déficit budgétaire devrait s'élever à 3,0% du PIB en 2024 contre 2,4% prévu avant l'explosion.
- les subventions au secteur de l'électricité ont diminué de 1 250 Mds GNF par rapport à l'année précédente (3 250 Mds GNF). Elles passent de 1,5% du PIB en 2023 à environ 1% en 2024. Dans le même temps, l'État a augmenté ses dépenses en capital de +0,2% du PIB, par rapport à 2023.

C. Priorités et mesures pour l'exécution du budget 2024

Pour l'exécution du budget 2024, les principales mesures et priorités envisagées se déclinent ci-après :

- accroître significativement le niveau de mobilisation des recettes fiscales de manière à atteindre un taux de pression fiscale de **13,39% en 2024** ;
- assurer la mobilisation optimale des recettes intérieures par une relance économique à travers le soutien aux entreprises et aux ménages, pour contenir les chocs économiques et des crises en cours ;
- poursuivre les réformes et mesures de sécurisation des recettes ;
- déployer des plans de modernisation des régies financières ;
- allouer au moins **20%** des dépenses de biens et services du budget des départements aux services déconcentrés ;
- réaffirmer le caractère prioritaire des investissements en les maintenant à un taux supérieur à **35%** des dépenses totales du budget de l'État ;
- limiter le déficit budgétaire autour de **3,62% du PIB** ;
- poursuivre l'apurement de la dette intérieure (dette fournisseur) afin d'améliorer le climat des affaires ;
- prévoir une dotation conséquente pour l'exécution du chronogramme de la Transition ;
- poursuivre l'effort d'augmentation des dépenses de santé et d'éducation pour les porter à **20%** des dépenses de l'État ;
- accroître le niveau des dépenses du secteur de développement rural (Agriculture, élevage, pêche et environnement) en le portant au minimum à **8%** des dépenses de l'État ;
- mettre en œuvre les recommandations des assises nationales ;
- organiser un référendum sur la nouvelle constitution en décembre 2024 ;
- accélérer la mise en œuvre du Plan de Relance Économique (PRE) et ;
- poursuivre la mise en œuvre de la feuille de route du Gouvernement de la Transition et le Programme de Référence Intérimaire (PRI).

II. SITUATION DE LA MOBILISATION DES RECETTES BUDGETAIRES

II.1. Analyse de la mobilisation globale des recettes

Au deuxième trimestre 2024, les recettes mobilisées se chiffrent à 9 321,07 Mds GNF sur un objectif de 10 898,39 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 85,53%. Par rapport au trimestre précédent, ces recettes enregistrent une hausse de +34,97 % et une baisse de -1,72% en glissement annuel. Ce niveau concerne les recettes du budget général pour 9 109,97 Mds GNF (97,74%) et les ressources des budgets d'affectation spécial pour 211,10 Mds GNF (2,26%).

Cette part des recettes du budget général de 97,74% est soutenue par les efforts de mobilisation des recettes fiscales pour 87,73% et des dons projets et programmes pour 9,72%. Quant aux autres recettes, elles contribuent à hauteur de 2,55%.

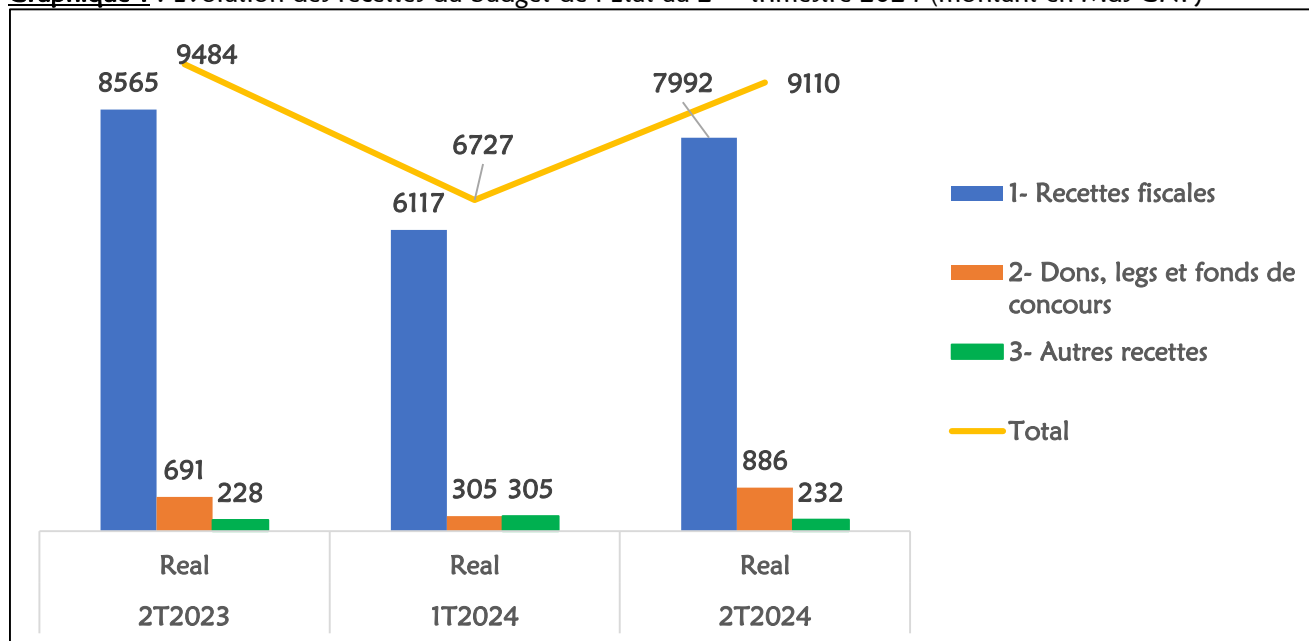
De manière cumulée, les recettes totales mobilisées se situent à 16 227,33 Mds GNF sur une prévision du plan d'engagement de 18 530,95 Mds GNF, soit 87,57% et 54,20% par rapport à la Loi de Finances Initiale (29 942,47 Mds GNF).

Tableau 1: Mobilisation des recettes du budget de l'État au deuxième trimestre 2024 (montant en Mds de GNF)

Libellé	2T 2023			1T 2024			2T 2024			Ecart en %	
	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	T1_T2	2023_2024
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	l=h/g	J=h/e-1	K=h/b-1
1- Recettes fiscales	7 723,17	8 565,05	110,90%	6 917,94	6 117,29	88,43%	9 636,58	7 991,95	82,93%	30,65%	-6,69%
2- Dons, legs et fonds de concours	435,71	691,20	158,64%	124,01	304,84	245,82%	692,32	885,56	127,91%	190,49%	28,12%
3- Autres recettes	248,11	227,78	91,80%	328,44	304,73	92,78%	307,34	232,45	75,63%	-23,72%	2,05%
A. Recettes du Budget Général (1+2+3)	8 406,99	9 484,03	112,81%	7 370,40	6 726,87	91,27%	10 636,23	9 109,97	85,65%	35,43%	-3,94%
B. Recettes du Budget d'affectation spéciale	321,48	-	0,00%	262,16	179,40	68,43%	262,16	211,10	80,52%	17,67%	-
Total recettes de l'État (A+B)	8 728,47	9 484,03	108,66%	7 632,55	6 906,26	90,48%	10 898,39	9 321,07	85,53%	34,97%	-1,72%

Source : DGI, DGD et DGT-CP

Graphique 1 : Évolution des recettes du budget de l'État au 2^{ème} trimestre 2024 (montant en Mds GNF)



Source : DGI, DGD et DGT-CP

Concernant les recettes allouées aux BAS, elles ont été mobilisées pour un montant de 211,10 Mds GNF, soit 80,52% de l'objectif du deuxième trimestre 2024 fixé à 262,16 Mds GNF. Elles sont réparties entre :

- le Fonds National de Développement Local (FNDL) pour **94,50 Mds GNF** ;
- le Fonds de Développement des Communes de Conakry (FODECCON) pour **74,83 Mds GNF** ;

- le Fonds d'Investissement Minier (FIM) pour **38,60 Mds GNF**;
- le Fonds Commun à l'Éducation (FCE) pour **3,17 Mds GNF**.

Les ressources affectées aux BAS, enregistrent une hausse de +17,67 % par rapport au trimestre précédent.

De manière cumulée, les ressources totales des BAS mobilisées se situent à 390,50 Mds GNF sur une prévision de la période de 524,32 Mds GNF, soit 74,48% de réalisation et un taux de 37,24% par rapport à la Loi de Finances Initiale (1 048,64 Mds GNF).

II.2. Analyse de la mobilisation des recettes par catégorie

II.2.1. Recettes fiscales

Les recettes fiscales y compris les BAS ont été mobilisées à hauteur de 8 199,90 Mds GNF sur un objectif trimestriel de 10 097,82 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 81,20% et une augmentation de +30,23% par rapport au premier trimestre. Par rapport à l'an dernier, le niveau de mobilisation de ces recettes baisse de 7,83%.

Sur une prévision de la période de 9 323,20 Mds GNF, les recettes fiscales hors BAS ont été mobilisées à hauteur de 8 009,11 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 85,91%. Ce niveau de mobilisation provient essentiellement des impôts sur les biens et services pour 2 885,14 Mds GNF, les impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital pour 2 815,45 Mds GNF, les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 2 139,67 Mds GNF. Ces trois rubriques totalisent 97,89% du total des recettes fiscales recouvrées en fin de période 2024.

Quant aux recettes des budgets d'affectations spéciales issues des recettes fiscales, des autres comptes à recevoir (ACR) et les recettes de trésorerie au titre des recettes fiscales, elles ont été mobilisées à hauteur de 190,80 Mds GNF contre une prévision de 774,63 Mds GNF. Comparée au trimestre précédent, ils baissent de -49,19%, cependant, ils accroissement de 381,63% par rapport à la même période en 2023.

Comparativement au précédent trimestre, ces natures de recettes accroissent de +33,34% et baissent de -4,44% en glissement annuel, correspondant à 8 103,73 Mds GNF.

Les recettes fiscales y compris les BAS hors FCE ont été mobilisées à hauteur de 8 199,90 Mds GNF sur un objectif trimestriel de 10 097,82 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 81,20% et une augmentation de +30,23% par rapport au premier trimestre. Un an plutôt, ces recettes mobilisées ont connu une diminution de -7,83%.

A fin juin, ces recettes ont été mobilisées à hauteur de 566,30 Mds GNF, soit 53,08% des prévisions de la période de 1 066,84 Mds GNF. Ce niveau de réalisation rapporté aux projections de la Loi de Finances Initiale de 2 053,21 Mds GNF, se situe à 27,58%.

Tableau 2 : Évolution des recettes fiscales par catégorie au 2^{ème} trimestre 2024 (montant en Mds de GNF)

Libellé	2T2023			1T2024			2T2024			Ecart en %	
	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	T1 T2	2023 2024
	a	b	c=b/a	D	e	f=e/d	g	h	i=h/g	j=h/e-1	k=h/b-1
11- Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	1 909,55	2 613,93	136,9%	1 465,92	1 396,69	95,3%	3 216,17	2 815,45	87,5%	101,58%	7,71%
12- Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	232,75	125,73	54,0%	142,31	198,21	139,3%	134,66	143,71	106,7%	-27,50%	14,30%
13- Impôts sur le patrimoine	36,50	19,59	53,7%	36,07	10,79	29,9%	79,83	8,38	10,5%	-22,33%	-57,22%
14- Impôts sur les biens et services	4 731,90	4 220,93	89,2%	3 248,60	2 626,70	80,9%	3 672,43	2 885,14	78,6%	9,84%	-31,65%
15- Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	1 229,57	1 642,65	133,6%	1 612,72	1 585,59	98,3%	1 908,41	1 899,28	99,5%	19,78%	15,62%
16- Autres recettes fiscales	2,64	50,22	1904,6%	25,68	14,56	56,7%	56,12	16,75	29,9%	15,07%	-66,64%
TOTAL RECETTES FISCALES	8 142,90	8 673,05	106,5%	6 531,30	5 832,53	89,3%	9 067,62	7 768,72	85,7%	33,20%	-10,43%
Redevance d'Entretien Routier (RER)	223,23	184,01	82,4%	94,43	88,64	93,9%	255,57	240,39	94,1%	171,19%	30,64%
TOTAL RECETTES FISCALES y.c RER	8 366,13	8 857,06	105,9%	6 625,73	5 921,18	89,4%	9 323,19	8 009,11	85,9%	35,26%	-9,57%
Recettes fiscales Budget d'Affectation Spéciale/ACR	2,42	39,61	1638,9%	292,21	375,51	128,5%	774,63	190,80	24,6%	-49,19%	381,63%
TOTAL RECETTES FISCALES y.c BAS	8 368,55	8 896,67	106,3%	6 917,94	6 296,69	91,0%	10 097,82	8 199,90	81,2%	30,23%	-7,83%

Source : DGI, DGD et DGT-CP

II.2.2. Dons, Legs et Fonds de concours

Au deuxième trimestre 2024, les dons ont été mobilisés à hauteur de 888,72 Mds GNF sur un objectif trimestriel de 723,85 Mds GNF, soit 122,78%. Ce dépassement de l'objectif s'explique par l'accélération du rythme d'exécution des dons projets et programmes. Cette mobilisation comparée à l'exécution du premier trimestre 2024 de 304,84 Mds GNF, enregistre un accroissement de +191,53% et en glissement annuel de +28,58%.

De manière cumulée, l'encaissement total à fin juin s'élève à 1 193,57 Mds GNF dont 1 190,40 Mds GNF pour les projets et programmes et 3,17 Mds GNF pour l'appui budgétaire (FCE). Le taux d'exécution par rapport à la prévision de la période se situe à 135,73% et à 106,14% par rapport aux projections de la loi de finances initiale se chiffrant à 1 124,57 Mds GNF. Les secteurs bénéficiaires de ces dons sont :

- Le développement rural 55,28% ;
- L'administration et de la décentralisation 24,26% ;
- Les mines, industrie, eau et énergie10,72% ;
- Le social8,40% ;
- Les infrastructures.....1,34%.

Tableau 3 : Mobilisation des Dons, Legs et Fonds de Concours au 2^{ème} trimestre 2024 (en Mds de GNF)

Libellé	2T2023			1T2024			2T2024			Ecart en %	
	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	T1-T2	2023/2024
	a	B	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g	j=h/e-1	k=h/b-1
Dons, Legs et Fonds de Concours dont :	435,71	691,20	158,6%	155,55	304,84	196,0%	723,85	888,72	122,8%	191,53%	28,58%
<i>Dons Projets et Programmes</i>	<i>435,71</i>	<i>691,20</i>	<i>158,6%</i>	<i>124,01</i>	<i>304,84</i>	<i>245,8%</i>	<i>692,32</i>	<i>885,56</i>	<i>127,9%</i>	<i>190,49%</i>	<i>28,12%</i>
<i>Dons Appuis Budgétaires</i>	-	-	-	31,53	-	0,0%	31,53	3,17	10,0%	-	-
TOTAL GENERAL	435,71	691,20	158,6%	155,55	304,84	196,0%	723,85	888,72	122,8%	191,53%	28,58%

Source : DGB, DNIP-SIG

II.2.3. Autres recettes

Pour cette nature de recettes, la mobilisation au 2^{ème} trimestre se chiffre à 232,45 Mds GNF sur une prévision trimestrielle de 307,34 Mds GNF, soit un taux de 75,63%.

Cette exécution baisse de -23,72% par rapport au premier trimestre 2024, due essentiellement à la faible réalisation des revenus de la propriété. Toutefois, en glissement annuel, elle accroît de 2,05%.

A fin juin 2024, l'exécution des autres recettes se situe à 537,19 Mds GNF sur un objectif de semestriel de 635,78 Mds GNF, soit 84,49%. Cette exécution présente les mêmes tendances d'évolution sur la même période entre 2023 et 2024 pour les catégories de recettes ci-après :

- ventes de biens et services pour 160,19 Mds GNF contre 145,39 Mds GNF ;
- recettes diverses pour 92,24 Mds GNF contre 53,60 Mds GNF ;
- amendes, pénalités et confiscations pour 61,03 Mds GNF contre 0,27 Mds GNF.

Cependant, les revenus de la propriété baissent de -94,54 Mds GNF par rapport aux réalisations du premier semestre 2023 due à la diminution des dividendes perçus par l'État dans les sociétés à participations financières de l'État au cours du premier semestre 2024.

La situation des dividendes

Les encaissements de dividendes à fin juin se chiffrent à 228,72 Mds GNF et présentent par société comme suit :

- CBG.....128 Mds GNF;
- SOGUIPAMI 63 Mds GNF;
- LONAGUI 5 Mds GNF;
- SAG 19 Mds GNF;
- CHALCO4,4 Mds GNF;
- SMD2,9 Mds GNF.

- UGAR.....1,3 Mds GNF;
- Autres5,12 Mds GNF.

Le tableau ci-dessous présente les autres recettes par catégorie.

Tableau 4: Mobilisation des autres recettes au 2^{ème} trimestre 2024 (en Mds de GNF)

Libellé	2T2023			1T2024			2T2024			Ecart en %	
	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	T1_T2	2023-2024
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g	j=h/e-1	k=h/b-1
31. Revenu de la propriété	160,90	158,43	98,47%	256,89	153,96	59,93%	243,60	69,77	28,64%	-54,68%	-55,96%
312. Dividendes	160,90	158,43	98,47%	256,89	153,96	59,93%	243,60	69,77	28,64%	-54,68%	-55,96%
32. Vente de biens et services	78,25	61,48	78,56%	50,18	74,89	149,26%	42,03	86,39	205,52%	15,35%	40,52%
321. Ventes des établissements marchands	10,59	5,81	54,87%	0,24	2,01	835,00%	0,19	3,38	1796,72%	68,16%	-41,83%
322. Droits et frais administratifs	67,66	55,67	82,27%	49,94	72,88	145,96%	41,85	83,01	198,37%	13,89%	49,12%
33. Amendes, pénalités et confiscations	0,94	0,16	17,28%	16,51	28,63	173,35%	11,99	32,40	270,26%	13,20%	19816,88%
331. Amendes, pénalités et confiscations	0,94	0,16	17,28%	16,51	28,63	173,35%	11,99	32,40	270,26%	13,20%	19816,88%
35. Recettes diverses	8,02	7,71	96,12%	4,86	47,25	971,91%	9,71	43,89	452,08%	-7,11%	469,39%
351. recettes diverses	8,02	7,71	96,12%	4,86	47,25	971,91%	9,71	43,89	452,08%	-7,11%	469,39%
TOTAL GENERAL	248,11	227,78	91,80%	328,44	304,73	92,78%	307,34	232,45	75,63%	-23,72%	2,05%

Source : DGT-CP

II.2.4. Analyse des recettes minières

Au titre de ce poste, un montant de 920,23 Mds GNF a été recouvré au deuxième trimestre 2024 contre 1 186,85 Mds GNF au trimestre précédent, soit une baisse de -22,46%.

A fin juin 2024, le recouvrement total des recettes minières se chiffrent à 2 107,08 Mds GNF sur une prévision de 2 357,98 Mds GNF, soit 89,36%. Cette réalisation se présente ainsi qu'il suit :

- Sociétés évoluant dans l'exploitation de la bauxite, au nombre de 15 pour 1 832,43 Mds GNF, soit 86,97% du total des recettes minières ;
- Sociétés évoluant dans l'exploitation de l'or, au nombre de 11 pour 274,65 Mds GNF, soit 13,03% du total ;

Comparé au niveau de recettes minières de 2 927,38 Mds en 2023, on note une baisse de -28,02%, soit 820,30 Mds.

La réalisation par nature et société est indiquée dans le tableau ci-dessous :

Tableau 5 : Réalisation des recettes minières par société au 2^{ème} trimestre 2024, en Mds de GNF

N°	Désignations	Juin-24	
		Prev.	Réal
Sociétés d'exploitation de l'or		706,51	274,65
1	SAG	263,63	66,71
2	SMD	149,80	57,64
3	GBG	18,24	8,46
4	GG EXPLORATION	35,88	17,26
6	SM MANDIANA	118,87	72,80
7	Ryda Group et Rohax International (R ET R)	0,16	0,00
8	NEW JAPAN	16,39	8,35
9	KOUROUSSA GOLD M	4,31	15,71
10	MARKET BIS GO SARL	0,00	0,21
11	PARTICULIER RSD	99,25	27,51
Sociétés d'exploitation de bauxite		1 651,5	1 832,43
12	SMB	881,91	882,27
13	BEL AIR MANING	37,62	38,90
14	AGBA (SD MINING)	84,77	242,79
15	AG2BA (KANTE)	6,39	6,80
17	SBG	3,11	0,00
18	KIMBO	8,12	2,92
19	ASHAPOURA	53,59	28,28
20	TOP G MINING	10,45	14,43
21	KUMAIT FARABECO	2,51	0,00
22	COBAD	22,35	25,94

N°	Désignations	Juin-24		
		Prev.	Réal	
23	CDM CHINE		167,01	186,25
24	CHALCOGUINEE		248,88	221,02
25	SPIC INTER INVEST		52,13	35,75
26	GAC		72,64	147,07
Total général			2 357,98	2 107,08

Source : DGD, DGB

II.3. Analyse de la réalisation des recettes par régie

Les régies financières ont mobilisé 8 432,35 Mds GNF de recettes sur un objectif trimestriel de 10 405,16 Mds GNF, soit un taux de 81,04%. Ce niveau de réalisation provient de la Direction Générale des impôts qui contribue à 54,66%.

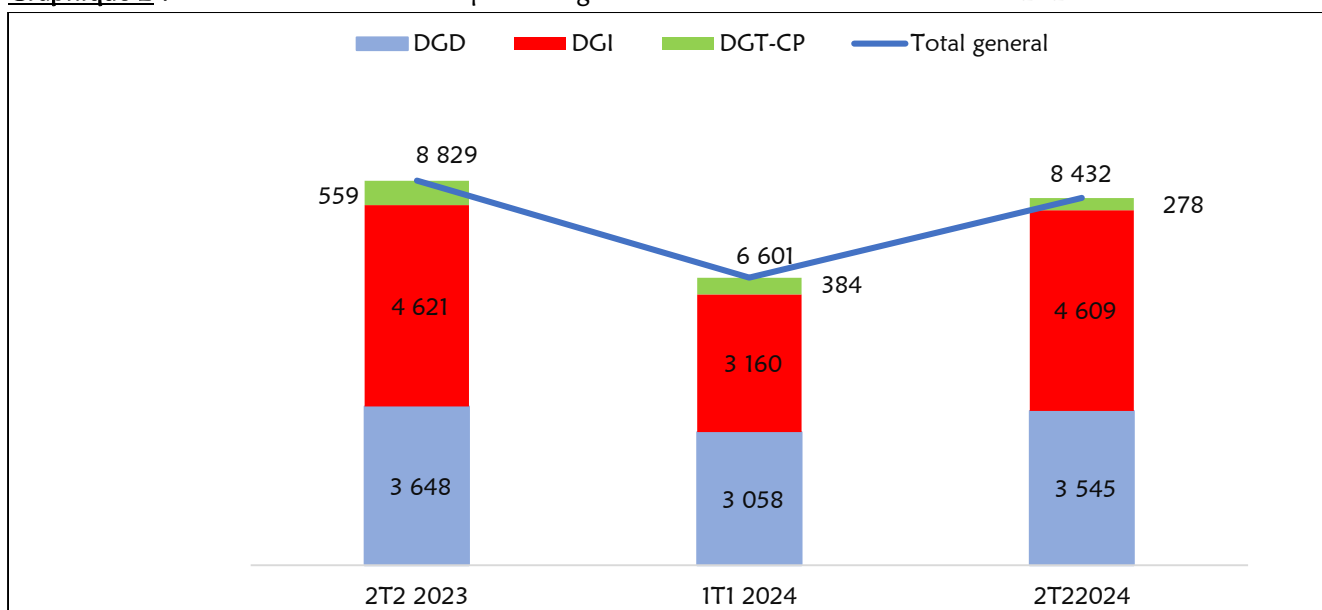
A la même période en 2023, les régies de recettes avaient mobilisé 8 828,94 Mds GNF sur un objectif de 8 361,43 Mds GNF, soit un taux de 105,59%. Ce dépassement était porté par la Direction Générale des douanes qui avait enregistré une exécution de 123,12%.

Ainsi, en glissement annuel on note, une baisse de 396,59 Mds GNF du niveau de la mobilisation des recettes, correspondant à -4,49%.

A fin juin, les régies financières ont fait une mobilisation globale de 15 033,77 Mds GNF sur une prévision de 17 651,54 Mds GNF, soit un taux de 85,17%. Cette réalisation se décline ainsi qu'il suit par régie financière :

- Direction Générale des Impôts (DGI) : 7 768,87 Mds GNF de recettes fiscales mobilisées sur un objectif de 9 676,44 Mds GNF, soit 80,29% ;
- Direction Générale des Douanes (DGD) : 6 602,88 Mds GNF de recettes douanières mobilisées sur un objectif de 6 846,56 Mds GNF, soit 96,44% de réalisation ;
- Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGT-CP) : 662,02 Mds GNF des autres recettes mobilisées sur un objectif de 1 128,54 Mds GNF, soit 58,66% de réalisation.

Graphique 2 : Mobilisation des recettes par les régies financières au deuxième trimestre 2024.



Source : DGI, DGD et DGT-CT

II.3.1. Direction Générale des Impôts (DGI)

La Direction Générale des Impôts a recouvré au deuxième trimestre 2024 un montant de 4 608,96 Mds GNF sur une prévision trimestrielle de 6 108,83 Mds GNF, soit 75,45%. Comparativement au montant du premier trimestre de 3 159,91 Mds GNF, le taux de réalisation augmente de +45,86%.

Les recettes recouvrées au deuxième trimestre 2024, baissent de -0,27% par rapport à la même période en 2023.

Le cumul des recettes mobilisées par la DGI à fin juin se chiffrent à 7 768,87 Mds GNF sur une prévision de 9 676,44 Mds GNF, soit des taux de 80,29%. Par rapport à la LFI 2024, le taux se situe à 49,33%.

Ce niveau de mobilisation des recettes provient essentiellement des Impôts sur les revenus, les bénéfiques et gains en capital pour 4 212,14 Mds GNF (54,22%) et des impôts sur les biens et services pour 2 871,50 Mds GNF (36,96%).

Au titre des autres comptes à recevoir et les recettes de trésorerie, une réalisation de 121,52 Mds GNF a été enregistrée, soit 1,56%.

Quant aux ressources affectées aux fonds de développement local (BAS/FNDL/ANAFIC(TME), elles sont mobilisées à hauteur de 171,31 Mds GNF (2,21% des recettes mobilisées).

Les recettes mobilisées par la DGI à fin juin 2024 se répartissent en impôts directs pour 4 811,55 Mds GNF (61,93%) et en impôts indirects pour 2 957,32 Mds GNF (38,07%).

Les impôts directs se déclinent ainsi qu'il suit :

- impôts sur les bénéfiques des sociétés et autres entreprises pour 2 438,49 Mds GNF (50,68%) ;
- impôts sur les revenus des personnes physiques pour 1 149,58 Mds GNF (23,89%) ;
- taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser les biens et ou d'exercer des activités pour 799,83 Mds GNF (16,62%) ;
- impôts sur les salaires et la main d'œuvre pour 341,92 Mds GNF (7,11%) ;
- autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises 62,56 Mds GNF (1,30%) et ;
- Impôts sur la propriété immobilière pour 19,17 Mds GNF (0,40%).

Quant aux impôts indirects, l'exécution est marquée spécifiquement par la TVA intérieure pour 1 812,31 Mds GNF (61,28%), la Taxe d'Accès au Réseau des Télécommunications (TARTEL) et la Taxe sur la Consommation Téléphonique (TCT) pour 718,87 Mds GNF (24,31%) ; les impôts sur les services déterminés pour 133,33 Mds GNF (4,51%) et les Autres comptes à recevoir pour 61,25 Mds GNF (2,07%).

Le tableau ci-dessous présente le détail des recettes mobilisées par la Direction Générale des Impôts au deuxième trimestre.

Tableau 6 : Situation des recettes collectées par la DGI au 2^{ème} trimestre 2024(Mds de GNF)

Libellé	2T 2023			1T 2024			2T 2024			Ecart en %	
	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	T1_T2	2023_2024
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g	j=h/e-1	k=h/b-1
11. Impôts sur les revenus, les bénéfices et gains en capital	1 909,55	2 460,00	128,83%	1 465,92	1 396,69	95,28%	3 216,17	2 815,45	87,54%	101,58%	14,45%
111. Impôts sur les revenus des personnes physiques	298,14	649,53	217,86%	568,06	554,59	97,63%	563,41	594,98	105,60%	7,28%	-8,40%
112. Impôts sur les bénéfices des sociétés et autres entreprises	1 611,40	1 810,47	112,35%	599,91	456,30	76,06%	2 260,89	1 982,19	87,67%	334,40%	9,48%
113 Impôts non ventilables (Taxe extraction substances Minières métaux Précieux TME)	0,00	0,00	NA	297,95	385,79	129,48%	391,88	238,28	60,80%	-38,24%	NA
12. Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	232,75	125,73	54,02%	142,31	198,21	139,28%	134,66	143,71	106,72%	-27,50%	14,30%
121. Impôts sur les salaires et la main d'œuvre	232,75	125,73	54,02%	142,31	198,21	139,28%	134,66	143,71	106,72%	-27,50%	14,30%
13. Impôts sur le patrimoine	36,50	19,59	53,67%	36,07	10,79	29,92%	79,83	8,38	10,50%	-22,33%	-57,22%
131. Impôts sur la propriété immobilière	36,10	19,59	54,27%	36,03	10,79	29,95%	79,80	8,38	10,50%	-22,33%	-57,22%
132. Impôts sur les mutations d'immeubles, de meubles, de jouissance, d'autres documents et actes	0,40	0,00	0,00%	0,04	0,00	0,00%	0,03	0,00	0,00%	NA	NA
14. Impôts sur les biens et services	2 519,78	1 965,73	78,01%	1 766,02	1 370,18	77,59%	2 019,58	1 501,32	74,34%	9,57%	-23,63%
141. Impôts généraux sur les biens et services	1 159,89	1 106,22	95,37%	1 287,80	921,47	71,55%	1 521,59	1 058,78	69,58%	14,90%	-4,29%
142. Les accises	27,01	0,09	0,33%	13,86	18,76	135,30%	14,65	15,84	108,09%	-15,54%	17453,26%
143. Impôts sur les services déterminés	162,33	64,31	39,62%	73,71	75,47	102,38%	61,98	57,86	93,36%	-23,33%	-10,02%
144. Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	1 160,72	794,11	68,42%	390,64	354,49	90,74%	421,36	368,83	87,53%	4,05%	-53,55%
16. Autres recettes fiscales	2,64	50,22	1904,56%	25,68	14,56	56,69%	56,12	16,75	29,85%	15,07%	-66,64%
161. Autres recettes fiscales à la charge exclusive des entreprises	2,64	50,22	1904,56%	25,68	14,56	56,69%	56,12	16,75	29,85%	15,07%	-66,64%
TOTAL DGI hors BAS/FNDL/ANAFIC (1)	4 701,21	4 621,27	98,30%	3 435,99	2 990,42	87,03%	5 506,36	4 485,61	81,46%	50,00%	-2,94%
Autres Comptes à Recevoir (Ex. clos)	0,00	0,00	0,03%	16,38	92,68	565,85%	487,24	28,85	5,92%	-68,87%	
TOTAL YC Autres comptes à recevoir (Ex. clos) (3)	4 701,22	4 621,27	98,30%	3 452,37	3 083,10	89,30%	5 993,60	4 514,46	75,32%	46,43%	-2,31%
BAS/FNDL/ANAFIC(TME) (2)	0,00	0,00	NA	115,24	76,81	66,66%	115,24	94,50	82,01%	23,02%	NA
TOTAL DGI yc BAS/FNDL/ANAFIC (2+3)	4 701,22	4 621,27	98,30%	3 567,61	3 159,91	88,57%	6 108,83	4 608,96	75,45%	45,86%	-0,27%

Source : DGI

II.3.2. Direction Générale des Douanes (DGD)

Sur un objectif de recouvrement du deuxième trimestre de 3 728,51 Mds GNF, la réalisation se chiffre à 3 544,93 Mds GNF, soit un taux de 95,08%. Comparées au premier trimestre 2024, une augmentation de +15,92 % a été constatée.

Par rapport au 2^{ème} trimestre 2023, il ressort une diminution de -2,84% des recettes, imputable uniquement aux impôts sur les biens et services (-32,72%).

A fin juin 2024, les recettes totales mobilisées par la Direction Générale des Douanes s'élèvent à 6 602,88 Mds GNF sur une prévision de la période de 6 846,56 Mds GNF, soit un taux de 96,44% de l'objectif de la période et 63,17% par rapport à la loi de finances initiale de 10 452,91 Mds GNF.

Cette réalisation cumulée se décline ainsi qu'il suit par catégorie de recette :

- impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales pour 3 484,87 Mds GNF (52,78%) ;
- impôts sur les biens et services pour 2 409,12 Mds GNF (36,49%) ;
- revenus sur les produits pétroliers affectés au fonds d'entretien routier pour 329,03 Mds GNF (4,98%) ;
- autres comptes à recevoir (exercice clos) pour 228,05 Mds GNF (3,45%) et ;
- ressources BAS FODECCON pour 151,81 Mds GNF (2,30%).

Il importe de noter que les droits de douanes et autres droits à l'importation et les taxes à l'exportation représentent respectivement 62,22% et 37,78% du montant des impôts sur le commerce extérieur et des transactions internationales de 3 484,87 Mds GNF.

En outre, l'Administration des douanes a mobilisé une recette globale de 6 602,88 Mds GNF dont 6 374,83 Mds GNF de recettes budgétaires et 228,05 Mds GNF de recettes pour le compte des opérations de trésoreries telles que la Chambre du Commerce et d'Industrie, la Chambre d'Agriculture, les consignations, les remises sur crédits d'enlèvement, les bordereaux de frais unique et le recouvrement sur exercice clos.

Les recettes globales mobilisées par produit se répartissent comme suit :

- Recettes sur Produits Pétroliers (y compris RER) pour 1 711,37 Mds GNF, soit 25,92% ;
- Recettes sur les Produits Miniers pour 1 161,60 Mds GNF, soit 17,59% ;
- Recettes sur Autres Produits (y compris CTSS) pour 3 729,91 Mds GNF, soit 56,49%.

Il importe de noter que le carburant a été subventionné à hauteur de 460,24 Mds GNF.

Les recettes minières réalisées à hauteur de 1 161,60 Mds GNF ont enregistré une moins-value de -16,74 Mds GNF par rapport aux prévisions de la période de 1 178,34 Mds GNF. Elles progressent de 15,17% par rapport aux réalisations de 2023 de 1 008,57 Mds GNF.

Les restes à recouvrer (RAR)

Les restes à recouvrer découlant de la contraction des émissions et des recouvrements de la période se chiffrent à 175,05 Mds GNF sur un montant total émis de 6 777,93 Mds GNF.

Le tableau ci-dessous présente le détail des recettes mobilisées par la Direction Générale des Douanes au deuxième trimestre 2024.

Tableau 7: Recettes collectées par la DGD au 2^{ème} trimestre 2024 (Mds de GNF)

Libellé	2T2023			1T2024			2T2024			Ecart en %	
	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	T1 T2	2023 2024
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g	j=h/e-1	k=h/b-1
14. Impôts sur les biens et services	1 361,83	1 908,07	140,11%	1 233,92	1 125,29	91,20%	1 380,60	1 283,83	92,99%	14,09%	-32,72%
<i>141. Impôts généraux sur les biens et services</i>	1 287,04	1 859,45	144,48%	1 076,65	1 007,52	93,58%	1 179,16	1 149,37	97,47%	14,08%	-38,19%
14110. Taxes sur la valeur ajoutée (TVA)	1 287,04	1 859,45	144,48%	1 076,65	1 007,52	93,58%	1 179,16	1 149,37	97,47%	14,08%	-38,19%
<i>1411002. TVA à l'importation</i>	1 242,13	1 787,93	143,94%	1 029,40	982,61	95,45%	1 133,29	1 117,46	98,60%	13,72%	-37,50%
<i>1411003. TVA sur Finex</i>	44,91	71,52	159,26%	47,25	24,91	52,72%	45,88	31,91	69,55%	28,11%	-55,39%
<i>142. Les accises</i>	74,79	48,61	65,00%	157,27	117,77	74,88%	201,44	134,46	66,75%	14,17%	176,59%
<i>14210. Droits d'accises</i>	47,44	40,38	85,11%	62,84	42,17	67,10%	126,54	48,04	37,96%	13,93%	18,98%
<i>14211. Taxe spécifique sur les produits pétroliers</i>	27,35	8,23	30,11%	94,43	75,60	80,06%	74,89	86,41	115,38%	14,30%	949,43%
15. Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	1 229,57	1 516,77	123,36%	1 612,72	1 585,59	98,32%	1 908,41	1 899,28	99,52%	19,78%	25,22%
<i>151. Droits de douanes et autres droits à l'importation</i>	654,19	959,79	146,71%	1 107,88	1 032,39	93,19%	1 305,00	1 135,81	87,04%	10,02%	18,34%
<i>15110. Droit fiscal à l'importation</i>	532,46	750,16	140,89%	869,07	829,44	95,44%	1 021,86	870,22	85,16%	4,92%	16,00%
<i>15111. Droit de magasinage</i>	0,74	0,04	5,38%	0,22	0,01	4,41%	0,17	0,14	80,30%	1331,07%	244,81%
<i>15112. Taxe d'entrepotage</i>	9,41	33,71	358,14%	21,35	26,68	124,96%	35,57	31,38	88,21%	17,62%	-6,92%
<i>15113. redevances de liquidation</i>	95,42	158,03	165,61%	182,02	142,20	78,12%	212,60	205,22	96,53%	44,32%	29,86%
<i>15114. Produit de ventes aux enchères</i>	6,89	2,49	36,11%	3,34	1,52	45,64%	3,06	1,83	59,77%	19,80%	-26,60%
<i>15115. Taxe enregistrement douane</i>	7,86	6,24	79,32%	24,14	16,34	67,69%	23,25	16,91	72,73%	3,48%	171,07%
<i>15116. Taxes conjoncturelles de protection</i>	0,00	7,87	NA	6,56	6,68	101,88%	7,25	6,94	95,64%	3,83%	-11,87%
<i>15118. Amendes et confiscations douanières</i>	0,00	0,00	NA	0,00	8,41	NA	0,00	1,88	NA	-77,64%	NA
<i>15119. Redevances de prestation administratives</i>	1,40	1,25	89,37%	1,19	1,10	92,77%	1,24	1,30	105,13%	18,08%	3,85%
<i>152. Taxes à l'exportation</i>	575,38	556,98	96,80%	504,83	553,20	109,58%	603,41	763,47	126,53%	38,01%	37,07%
<i>15210. Taxes à l'exportation sur les substances autres minières</i>	573,33	531,59	92,72%	503,21	550,16	109,33%	601,38	761,54	126,63%	38,42%	43,26%
<i>15213. Droit fiscal à la sortie</i>	2,05	25,39	1241,41%	1,62	3,04	187,56%	2,03	1,94	95,29%	-36,30%	-92,38%
TOTAL RECETTES DGD (1) HORS FODECON	2 591,40	3 424,84	132,16%	2 846,64	2 710,88	95,23%	3 289,01	3 183,11	96,78%	17,42%	-7,06%
<i>Autres comptes à recevoir (ex. clos)</i>	12,24	39,61	323,56%	100,00	181,45	181,45%	106,95	46,60	43,57%	-74,32%	17,63%
Redevance d'Entretien Routier (RER)	223,23	184,01	82,43%	94,43	88,64	93,87%	255,57	240,39	94,06%	171,19%	30,64%
TOTAL DGD YC RER ET AUTRE COMPTE (3)	2 826,87	3 648,46	129,06%	3 041,07	2 980,98	98,02%	3 651,53	3 470,10	95,03%	16,41%	-4,89%
BAS/FODECCON	136,44	0,00	0,00%	76,98	76,98	100,00%	76,98	74,83	97,21%	-2,79%	NA
TOTAL DGD YC RER ET AUTRE COMPTE (3)	2 963,30	3 648,46	123,12%	3 118,05	3 057,95	98,07%	3 728,51	3 544,93	95,08%	15,92%	-2,84%

Source : DGD

II.3.3. Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGT-CP)

La DGT-CP a recouvré au deuxième trimestre 2024 un montant de 278,46 Mds GNF sur une prévision trimestrielle de 567,82 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 49,04%. Comparativement au 1^{er} trimestre de l'année 2024, les réalisations du deuxième trimestre sont en baisse de (-27,40%). Cette diminution est liée essentiellement à la baisse du niveau de recouvrement sur les revenus de la propriété (-54,68%) et sur les taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités (-23,80%).

La réalisation trimestrielle a baissé de 50,20% par rapport à celle de 2023 qui était de 559,21 Mds GNF.

De manière cumulée, les recettes mobilisées par la DGT-CP à fin juin 2024 se chiffrent à 662,02 Mds GNF sur une prévision de 1 128,54 Mds GNF, soit 58,66% par rapport à l'objectif de la période et 26,22% par rapport à la LFI 2024. Cette réalisation se décompose comme suit :

- revenu de la propriété.....223,72 Mds GNF
- taxes sur l'utili. ou l'autori. d'utiliser des biens.....231,23 Mds GNF
- vente de biens et services.....160,19 Mds GNF
- recettes diverses..... 46,48 Mds GNF
- amendes, pénalités et confiscations..... 0,39 Mds GNF.

Ces encaissements se répartissent en recettes fiscales pour 231,23 Mds GNF (34,93%) et en « autres recettes » pour 430,79 Mds GNF (65,07%).

Il importe de noter que le recouvrement global de la DGT-CP est constitué de 60,56% des recettes administratives, 33,79% des dividendes et 5,65% des recettes minières

Le tableau ci-dessous présente le détail des recettes mobilisées par la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique au 2^{ème} trimestre 2024.

Tableau 8: Situation de mobilisation des recettes par la DGT-CP à fin juin 2024 (Mds de GNF)

Libellé	2T 2023			1T2024			2T2024			Ecart en %	
	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	T1_T2	2023_2024
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g	j=h/e-1	k=h/b-1
144. Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	448,80	331,28	73,81%	248,66	131,23	52,78%	272,25	100,00	36,73%	-23,80%	-69,81%
114414 Ticket d'entrée	211,49	211,49	100,00%	0,00	8,68	NA	0,00	0,00	NA	-100,00%	-100,00%
14417. Redevances sociétés de pêche	32,43	12,67	39,05%	30,24	50,35	166,49%	17,98	20,95	116,48%	-58,40%	65,38%
14418. Redevance comptoirs acheteurs collecteurs. (Diamant)	3,49	1,10	31,44%	4,81	1,58	32,80%	2,84	0,71	24,96%	-55,16%	-35,47%
144180. Redevance sur l'utilisation des eaux souterraines et superficières	0,26	0,00	0,00%	0,57	0,00	0,00%	0,00	0,00	NA	NA	NA
14419. Redevances exploitation minières	45,87	1,77	3,86%	119,03	24,91	20,92%	29,67	1,50	5,06%	-93,97%	-15,24%
144190. Permis d'importation et d'exportation de marchandises (DDI-DDE)	48,66	50,09	102,94%	37,10	45,72	123,21%	36,57	46,17	126,25%	0,99%	-7,84%
114429 Frais d'autorisation de transport	0,00	0,00	NA	0,00	0,00	NA	0,00	0,08	NA	NA	NA
144182. Redevance superficière	0,00	0,00	NA	0,00	0,00	NA	0,00	0,00	NA	NA	-100,00%
144183. Redevance de chasse et faunes	0,00	0,00	NA	0,00	0,00	NA	0,11	0,00	0,00%	NA	NA
14422. Redevances téléphone mobile GSM	102,97	50,00	48,56%	56,90	0,00	0,00%	185,08	30,00	16,21%	NA	-40,00%
14424. Frais de délivrance des agréments du tourisme et de l'hôtellerie	0,13	0,10	80,00%	0,00	0,00	NA	0,00	0,00	NA	NA	-100,00%
14425. Frais de délivrance des agréments autres activités non classées	0,00	0,00	NA	0,00	0,00	NA	0,00	0,60	NA	NA	NA
3. Autres recettes	248,11	227,78	91,80%	312,06	252,32	80,86%	295,57	178,46	60,38%	-29,27%	-21,65%
31. Revenu de la propriété	160,90	158,43	98,47%	256,89	153,96	59,93%	243,60	69,77	28,64%	-54,68%	-55,96%
312. Dividendes	160,90	158,43	98,47%	256,89	153,96	59,93%	243,60	69,77	28,64%	-54,68%	-55,96%
32. Vente de biens et services	78,25	61,48	78,56%	50,18	74,89	149,26%	42,03	85,29	202,91%	13,89%	38,74%
321. Ventes des établissements marchands	10,59	5,81	54,87%	0,24	2,01	835,00%	0,19	3,38	1796,72%	68,16%	-41,83%
32110. Locations d'actifs produits	0,10	0,04	41,03%	0,24	0,05	22,19%	0,19	0,05	25,89%	-8,80%	13,65%
32111. Locations d'actifs non produits	20,97	11,54	55,01%	0,00	3,91	NA	0,00	6,66	NA	70,26%	-42,25%
32111. Redevances domaniales	20,97	11,54	55,01%	0,00	3,91	NA	0,00	6,66	NA	70,26%	-42,25%
322. Droits et frais administratifs	67,66	55,67	82,27%	49,94	72,88	145,96%	41,85	81,91	195,75%	12,39%	47,15%
32211. Frais judiciaires	0,37	0,39	104,47%	0,26	0,19	74,34%	0,19	0,21	110,46%	8,64%	-46,18%
32212. Recettes Consulaires	1,99	0,00	0,00%	0,00	0,00	NA	0,00	0,03	NA	NA	NA
3222.2 ventes de passeports	22,37	15,80	70,61%	18,97	32,45	171,06%	12,08	32,08	265,63%	-1,14%	103,08%
32214. Visa d'entrée sur le sol guinéen	8,46	4,72	55,82%	9,04	9,61	106,30%	9,59	6,53	68,02%	-32,07%	38,11%
32214. Cartes de séjours étrangers résidents	0,74	0,26	35,36%	0,87	0,50	58,05%	0,59	0,44	74,37%	-12,34%	70,05%
32216. Droits et Frais de cartes nationales d'identité	2,33	1,34	57,79%	2,07	1,49	71,80%	1,05	2,13	203,69%	43,08%	58,61%
32217. Vente de documents administratifs (valeur et titres)	1,77	1,83	103,66%	0,86	1,12	130,12%	2,66	0,91	34,11%	-19,18%	-50,54%
32219. Droits topographiques	0,46	1,02	220,14%	0,00	0,00	NA	0,22	5,67	2566,15%	NA	454,23%
32223. Permis de conduire	6,67	5,08	76,14%	2,64	3,66	138,69%	2,07	3,01	145,05%	-17,93%	-40,76%
32220. Droits et Frais d'immatriculation véhicules et engins	20,47	20,06	97,98%	15,22	16,91	111,13%	13,39	11,62	86,79%	-31,27%	-42,05%
32221. Autres droits et frais administratifs	2,03	5,16	254,82%	0,00	0,00	NA	0,00	4,11	NA	NA	-20,29%
32222. Extrait de naissance biométrique	0,00	0,00	NA	0,00	0,00	NA	0,00	0,00	NA	NA	NA
32223. Permis de travail aux étrangers	0,00	0,00	NA	0,00	5,25	NA	0,00	16,86	NA	221,29%	NA
32224. Droits d'analyse et de contrôle du laboratoire national	0,00	0,00	NA	0,00	1,69	NA	0,00	-1,69	NA	-200,00%	NA

Libellé	2T 2023			1T2024			2T2024			Ecart en %	
	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	T1_T2	2023_2024
	a	b	c=b/a	d	e	f=e/d	g	h	i=h/g	j=h/e-1	k=h/b-1
33. Amendes, pénalités et confiscations	0,94	0,16	17,28%	0,14	0,17	122,68%	0,22	0,23	103,73%	35,65%	38,91%
<i>331. Amendes, Pénalités et Confiscations</i>	<i>0,41</i>	<i>0,16</i>	<i>39,55%</i>	<i>0,14</i>	<i>0,17</i>	<i>122,68%</i>	<i>0,22</i>	<i>0,23</i>	<i>103,73%</i>	<i>35,65%</i>	<i>38,91%</i>
<i>33110. Amendes judiciaires</i>	<i>0,03</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>NA</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>
<i>33111. Amendes Polices routières</i>	<i>0,44</i>	<i>0,16</i>	<i>36,86%</i>	<i>0,14</i>	<i>0,17</i>	<i>122,68%</i>	<i>0,22</i>	<i>0,12</i>	<i>56,41%</i>	<i>-26,23%</i>	<i>-24,46%</i>
<i>33112. Amendes Gendarmerie routière</i>	<i>0,48</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00%</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>NA</i>	<i>0,00</i>	<i>0,10</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>
<i>33113. Amendes de pêches</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>NA</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>NA</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>
<i>349. Autres transferts reçus</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>NA</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>NA</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>
35. Recettes diverses	8,02	7,71	96,12%	4,86	23,30	479,33%	9,71	23,18	238,71%	-0,55%	200,66%
<i>351. Recettes diverses</i>	<i>8,02</i>	<i>7,71</i>	<i>96,12%</i>	<i>4,86</i>	<i>23,30</i>	<i>479,33%</i>	<i>9,71</i>	<i>23,18</i>	<i>238,71%</i>	<i>-0,55%</i>	<i>200,66%</i>
<i>35112. Ristournes sur les recettes des jeux</i>	<i>8,01</i>	<i>7,31</i>	<i>91,26%</i>	<i>4,86</i>	<i>21,47</i>	<i>441,62%</i>	<i>9,71</i>	<i>22,02</i>	<i>226,76%</i>	<i>2,54%</i>	<i>201,01%</i>
<i>35113. Recettes en atténuation des dépenses</i>	<i>0,00</i>	<i>0,39</i>	<i>NA</i>	<i>0,00</i>	<i>1,83</i>	<i>NA</i>	<i>0,00</i>	<i>0,06</i>	<i>NA</i>	<i>-96,52%</i>	<i>-83,81%</i>
<i>35114. Recettes Exceptionnelles</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>NA</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>NA</i>	<i>0,00</i>	<i>1,10</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>	<i>NA</i>
TOTAL DGTC	696,91	559,06	80,22%	560,72	383,56	68,40%	567,82	278,46	49,04%	-27,40%	-50,19%
Cession d'actif, consignation et fonds de concours	0,00	0,15	NA	0,00	0,00	NA	0,00	0,00	NA	NA	-100,00%
TOTAL DGTC yc Cession d'actif	696,91	559,21	80,24%	560,72	383,56	68,40%	567,82	278,46	49,04%	-27,40%	-50,20%

Source : DGT-CP

II.3.4. Ventilation des recettes à régulariser

Sur la période, les restes à régulariser constitués à fin mars 2024 pour un montant de 2,97 Mds GNF a fait l'objet de régularisation par la Direction Générale des Impôts.

II.3.5. Risques et perspectives sur les recettes

En matière de risques, la mobilisation des recettes intérieures au cours du deuxième trimestre a été impactée négativement par l:

- le retard dans l'octroi des permis de recherche et d'exploitation ;
- la subvention sur les produits pétroliers et les dépenses fiscales.

En perspectives, la mise en place des mesures d'encadrement des dépenses fiscales notamment des exonérations, pourrait garantir l'atteinte des objectifs de mobilisation des ressources.

III. SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

L'analyse de l'exécution des dépenses budgétaires au deuxième trimestre 2024 porte sur les points suivants :

- la situation globale de l'exécution des dépenses ;
- la situation des mouvements de crédits ;
- l'analyse des dépenses par grande nature économique ;
- situation d'exécution des projets et programmes sur les ressources propres ;
- la situation des restes à payer ;
- la situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés.

III.1. La situation globale de l'exécution des dépenses

Au cours du 2^{ème} trimestre 2024, les dépenses payées y compris celles financées sur ressources extérieures se chiffrent à 5 969,27 Mds GNF sur un montant total pris en charge par les comptables publics de 8 967,31 Mds, soit un taux de paiement de 66,57%. Rapportées au montant total des engagements budgétaires de la période de 10 269,93 Mds GNF, cette exécution se situe à 58,12%. Comparé au trimestre précédent, les paiements de dépenses affichent un accroissement de 95,31%, principalement imputable aux charges financières de la dette (+153,48%) et aux dépenses de biens et services (+147,41%). Cependant, en glissement annuel, ils baissent de -20,57%.

Par rapport aux objectifs de dépenses du plan d'engagement du deuxième trimestre 2024 se chiffrant à 7 702,40 Mds GNF, les paiements représentent 77,50%.

Quant aux dépenses prises en charge par les comptables publics, elles se chiffrent à 8 967,31 Mds GNF, soit 87,32% par rapport au montant engagé de 10 269,93 Mds GNF.

Au 30 juin 2024, l'exécution des dépenses base « paiement » se chiffre à 9 025,54 Mds GNF sur un objectif de la loi de finances initiale de 37 682,58 Mds GNF, soit 23,95% d'exécution.

Tableau 9: Exécution globale par grande nature économique yc BAS au 2^{ème} trimestre 2024

Libellé	Paiements	Plan d'eng	Engagement		Prises en Charges Comptables		Paiement			Ecart en %	
	2T2023	T2	T2	Taux	T2	Taux	T1	T2	Taux	T1_T2	2023_220_24
	a	b	c	d=c/b	e	f=e/c	g	h	i=h/e	j=(h/g-1)	k=(h/a-1)
Charges financières de la dette	31,35	232,46	452,40	194,6%	452,40	100,0%	178,48	452,40	100,0%	153,5%	1343,0%
Dépenses de personnel	2 133,78	2 294,31	2 624,03	114,4%	2 020,36	77,0%	1 481,56	1 702,80	84,3%	14,9%	-20,2%
Dépenses de biens et services	886,03	708,78	1 096,40	154,7%	751,30	68,5%	182,97	452,69	60,3%	147,4%	-48,9%
Dépenses de Transfert	1 629,02	2 290,72	2 676,69	116,8%	2 188,10	81,7%	558,98	688,01	31,4%	23,1%	-57,8%
Dépenses d'Investissement	929,31	2 176,14	962,57	44,2%	1 097,33	114,0%	148,47	215,53	19,6%	45,2%	-76,8%
Total hors Finex	5 609,50	7 702,40	7 812,09	101,4%	6 509,48	83,3%	2 550,46	3 511,44	53,9%	37,7%	-37,4%
Dépenses d'investissement Finex	1 906,03	1 247,00	2 457,83	197,1%	2 457,83	100,0%	505,81	2 457,83	100,0%	385,9%	29,0%
TOTAL yc Finex	7 515,53	8 949,40	10 269,93	114,76%	8 967,31	87,32%	3 056,27	5 969,27	66,57%	95,31%	-20,57%

Source : DGB, DNS

Les dépenses engagées hors financement extérieur se chiffrent à 11 982 Mds GNF, elles représentent 39,67% du total des crédits inscrits en LFI 2024. Les dépenses payées hors

financement extérieur représentent 50,59% des dépenses engagées et 47,72% des objectifs du plan d'engagement de la période.

Les paiements hors FINEX du deuxième trimestre 2024 augmentent de 37,68% comparativement au trimestre passé et se décomposent en dépenses courantes pour 3 295,91 Mds GNF (93,86%) et en dépenses d'investissement pour 215,53 Mds GNF (6,14%).

L'analyse comparative en glissement annuel des dépenses payées hors FINEX fait ressortir une baisse de -37,40% du niveau d'exécution au deuxième trimestre 2024.

A fin juin 2024, les dépenses globales payées sur ressources propres s'élèvent à 6 061,90 Mds GNF, soit 56,76% du montant total des dépenses prises en charge et 20,07% par rapport à la LFI 2024.

Exécution des dépenses des Budgets d'Affectation Spéciale (BAS)

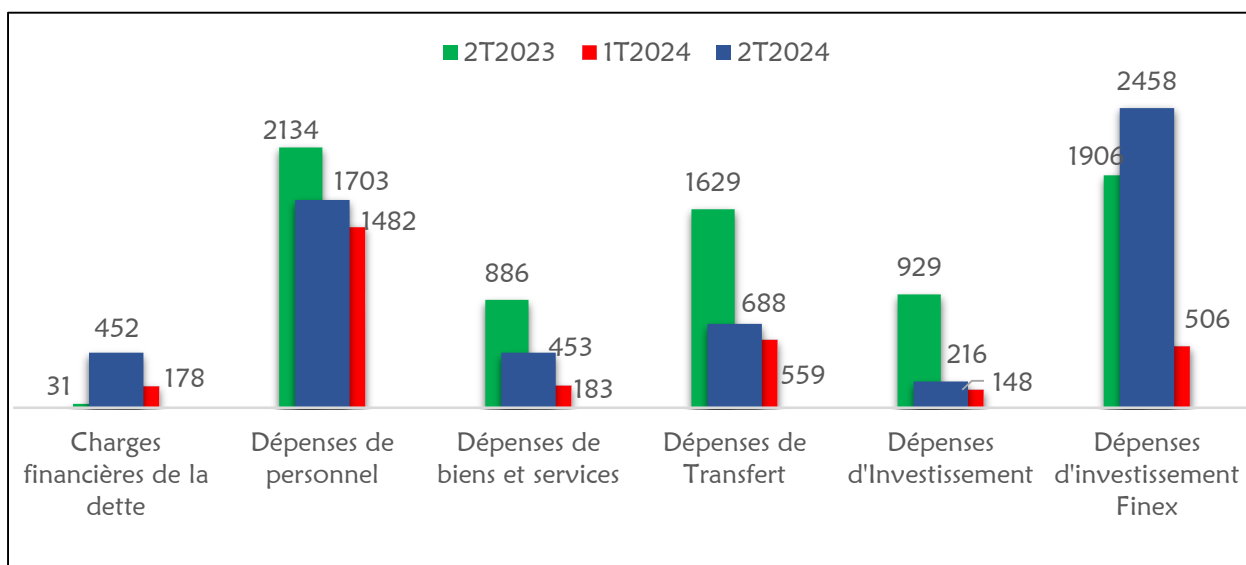
L'exécution des dépenses des BAS commence par la mise à disposition des ressources affectées sur la base d'un arrêté de dépenses de transferts en faveur des structures de gestion de ces BAS.

Ainsi, à fin juin 2024, un montant total de 192,18 Mds GNF a été accordé par arrêtés de transferts en capital en faveur des structures suivantes :

- Fonds National de Développement Local (FNDL) 92,19 Mds GNF ;
- Fonds de Développement des Communes de Conakry (FODEC CON) 61,58 Mds GNF ; et
- Fonds d'Investissement Minier (FIM) 38,41 Mds GNF.

Le graphique ci-dessous présente l'exécution des dépenses y compris FINEX, par grande nature économique.

Graphique 3 : Comparaison des paiements au 2ème trimestre 2023 et aux deux trimestres 2024 par titre en Mds de GNF



III.2. Situation des modifications de crédits

Au 2ème trimestre 2024, les modifications de crédits opérées en ouverture et en annulation dégagent un solde de 257,51 Mds GNF en ouverture de crédits budgétaires.

Ces modifications concernent :

- les dépenses de biens et services : +338,28 Mds GNF en ouvertures et -231,03 Mds GNF en annulations;
- les dépenses de transfert : +256,94 Mds GNF et -152,31 Mds GNF ;
- les dépenses d'investissement : +245,83 Mds GNF et -200,19 Mds GNF.

Ces modifications de crédits concernent quatorze Ministères, une Institution et les dépenses communes (DC).

Le tableau n°10 ci-dessous récapitule les mouvements de crédits par Ministères et Institutions.

Tableau 10: Situation des modifications de crédits au 2^{ème} trimestre 2024 (en Mds de GNF)

Code Section	Ministère/Institution	LFI 2024	Modifications						Crédit actuel
			Ouverture		Annulation		Solde		
			T1	T2	T1	T2	T1	T2	
04	Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation	1 649,23	26,60	26,98	26,60	0,38	0,00	26,60	1 675,83
06	Garde des sceaux, Ministère de la justice et des droits de l'homme	424,24	0,00	0,90	0,00	0,00	0,00	0,90	425,14
08	Ministère du plan et de la coopération Internationale	194,33	3,00	4,00	3,00	1,00	0,00	3,00	197,33
09	Ministère de l'économie et des finances	2 138,16	2,00	2,51	2,00	0,00	0,00	2,51	2 140,67
10	Ministère du Travail et de la Fonction Publique	196,34	0,00	45,00	0,00	14,00	0,00	31,00	227,34
11	Ministère de l'Agriculture et de l'élevage	418,98	52,90	52,90	52,90	0,00	0,00	52,90	471,88
15	Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de l'aménagement du territoire	237,53	0,00	4,92	0,00	0,06	0,00	4,86	242,39
20	Ministère de l'enseignement pré-universitaire et de l'alphabétisation	2 372,05	0,00	257,30	0,00	88,13	0,00	169,17	2 541,22
21	Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et emploi	431,68	0,00	100,30	0,00	27,55	0,00	72,75	504,43
30	Secrétariat Général aux affaires religieuses	89,46	38,36	56,56	38,36	4,00	0,00	52,56	142,02
34	Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	1 123,73	89,25	111,13	89,25	89,82	0,00	21,31	1 145,03
37	Ministère des postes, des télécommunications et de l'économie numérique	160,26	0,42	3,74	0,42	3,32	0,00	0,42	160,68
43	Ministère de la culture, du tourisme et de l'artisanat	232,84	0,00	5,50	0,00	0,00	0,00	5,50	238,34
64	Ministère du budget	362,45	4,00	11,42	4,00	6,50	0,00	4,92	367,36
73	Cour des comptes	51,43	0,00	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00	61,43
99	Dépenses communes	5 230,67	0,00	134,71	0,00	335,59	0,00	-200,88	5 029,78
Total		15 313,36	216,53	841,04	216,53	583,53	0,00	257,51	15 570,88

Source : DGB, DNSI

III.3. Analyse des dépenses par nature

III.3.1. Dépenses courantes y compris BAS

Sur une prévision de la période de 5 526,26 Mds GNF, les dépenses courantes ont été payées à hauteur de 3 295,91 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 59,64%. Cette exécution se décline comme suit par nature économique de dépense :

- Charges financières de la dette

Les charges financières de la dette ont été payées à hauteur de 452,40 Mds GNF sur un objectif du trimestre de 232,46 Mds GNF, soit 194,62% d'exécution. Par rapport au trimestre précédent, ces paiements croissent de 153,48%.

Ils se répartissent en intérêts sur la dette intérieure pour 373,78 Mds GNF (82,62%) et en intérêts sur la dette extérieure pour 78,62 Mds GNF (17,38%). L'exécution des intérêts sur la dette intérieure porte sur le règlement des charges des emprunts obligataires et des obligations du trésor pour 373,78 Mds GNF.

Les intérêts sur la dette extérieure se décomposent par bailleur ainsi qu'il suit:

- Organisations internationales.....63,78 Mds GNF ;
- Fonds Arabes..... 8,54 Mds GNF ;
- Bilatéraux club de Paris..... 3,71 Mds GNF ;
- Bilatéraux hors club de Paris.....2,59 Mds GNF.

A fin juin 2024, les charges financières de la dette ont été payées à hauteur de 630,88 Mds GNF sur un objectif du plan d'engagement de 507,86 Mds GNF, soit 124,22%. Ce dépassement de l'objectif, s'explique par le règlement de certaines charges de la dette qui n'avaient été prises en charge dans les objectifs du plan d'engagement de la période. Ce montant représente environ 45% de l'objectif de loi de finances initiale 2024.

- **Dépenses de personnel**

Les dépenses de personnel engagées au 2^{ème} trimestre 2024 se chiffrent à 2 624,03 Mds GNF sur une prévision de 2 294,31 Mds GNF, soit 114,37%.

Sur ces dépenses engagées, 2 020,36 Mds GNF ont été prises en charge (76,99%) et 1 702,80 Mds GNF sont payées, soit 84,28% des dépenses de prise en charge.

Par rapport au 1^{er} trimestre 2024, les dépenses de personnel payées ont connu une augmentation de 14,93% et -20,20% de baisse en glissement annuel.

Le flux de dépenses du personnel payées au 2^{ème} trimestre se décompose en traitements et salaires en espèces pour 1 491,01 Mds GNF et en traitements et salaires en nature pour 211,79 Mds GNF.

- a) **Les traitements et salaires en espèces concernent les :**

- Salaires et traitements militaires..... 811,21 Mds GNF (54,41%) ;
- Salaires des fonctionnaires et contractuels permanents565,63 Mds GNF (37,94%) ;
- Rémunération Particulières.....53,83 Mds GNF (3,61%) ;
- Salaires et traitements des Ambassades.....33,10 Mds GNF (2,22%) ;
- Salaires et traitements des contractuels temporaires.....17,78 Mds GNF (1,19%) ;
- Salaires et traitements des Projets.....9,45 Mds GNF (0,63%) ;

- b) **Les traitements et Salaires en nature :**

Les traitements et salaires en nature ont servi à la prise en charge des frais alimentaires des agents des forces de défense et de sécurité pour un montant de 211,79 Mds GNF.

Par rapport à l'objectif annuel de 9 270,53 Mds GNF, les dépenses du personnel ont été payées à 3 184,36 Mds GNF, à fin juin 2024, soit un taux d'exécution de 34,35%.

- **Dépenses de biens et services**

Le deuxième trimestre 2024 a connu une exécution des dépenses de biens et services sur base paiement de 452,69 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 63,87% par rapport à l'objectif du plan d'engagement de 708,78 Mds GNF et 41,29% du total des dépenses engagées de 1 096,40 Mds GNF. Les prises en charge représentent 68,52% des dépenses engagées. Comparées au trimestre, précédent, le niveau de paiement croit de 147,41%, imputable aux dépenses diverses qui contribuent à hauteur de 62.44% du montant total payé.

Cependant, ces paiements baissent de -48,91% par rapport au 2ème trimestre 2023 qui était de 886,03 Mds GNF.

Le montant de ces paiements se décompose par chapitre comme suit :

- dépenses diverses².....219,93 Mds GNF (48,58%);
- frais de déplacement..... 53,68 Mds GNF (11,86%);
- achat de carburants et lubrifiants.....111,99 Mds GNF (24,74%);
- frais d'entretien et de réparation.....15,47 Mds GNF (3,42%) ;
- frais de représentation et de manifestations.....15,19 Mds GNF (3,36%) ;
- fournitures de services.....15,16 Mds GNF (3,35%) ;
- consommation en eau, électricité et télécommunication...13,97 Mds GNF (3,08%);
- achat de fournitures et biens courants.....6,37 Md GNF (1,41%);
- achat de fournitures et biens spécifiques..... 0,93 Mds GNF (0,21%).

Globalement, à fin juin 2024, les dépenses de biens et services payées se chiffrent à 635,66 Mds GNF sur un montant pris en charge de 1 191,99 Mds GNF, soit 53,33%.

- **Dépenses de transfert**

Les dépenses de transfert ont été payées à hauteur de 688,02 Mds GNF sur une prévision trimestrielle de 2 290,72 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 30,04%.

Ces paiements représentent 25,70% des dépenses de transfert engagées de 2 676,69 Mds GNF sur la période. Sur ce montant engagé, 2 188,10 Mds de GNF ont été pris en charge, soit 81,75%.

Le niveau de dépenses payées a augmenté de 23,09% par rapport au trimestre précédent. Comparés à la même période en 2023, le niveau de paiement diminue de -57,76%, imputable à la baisse de la subvention en faveur de la consommation d'électricité.

De manière spécifique, les dépenses exécutées concernent :

- les transferts aux ménages.....343,89 Mds GNF (49,98%) ;
- les transferts courants238,24 Mds GNF (34,63%) ;
- les autres transferts..... 73,35 Mds GNF (10,66%);
- les transferts en Capital32,54 Mds GNF (4,73%).

² Ces dépenses concernent essentiellement les fonds spéciaux et actions de souveraineté.

De manière cumulée, les dépenses de transfert ont été payées à hauteur de 1 246,99 Mds GNF contre un montant de 3 125,49 Mds GNF pris en charge, soit environ 40%.

III.3.2. Dépenses d'investissement y compris BAS

Le montant des dépenses d'investissement payé y compris BAS et le financement extérieur (FINEX) se chiffre à 2 673,36 Mds GNF au 2^{ème} trimestre 2024 sur un objectif de 3 423,14 Mds GNF, soit 78,10%.

Sur base engagement et base prise en charge comptable y compris les demandes de retrait de fonds (DRF), les taux d'exécution sont respectivement de 78,16% et 75,20% correspondant aux montants de 3 420,40 Mds GNF et 3 555,16 Mds GNF. Il importe de noter que ces prises en charge intègrent les dépenses d'investissements à régulariser.

En outre, cette exécution se décompose en dépenses d'investissement sur FINEX pour 2 457,83 Mds GNF et en ressources propres pour 215,53 Mds GNF, représentant 91,94% et 8,06% des dépenses d'investissement payées.

Par rapport aux paiements des dépenses d'investissement au 1^{er} trimestre de 654,29 Mds GNF, on note une hausse de +308,59%, en raison du rythme d'exécution accéléré des dépenses sur financement extérieure (dons et prêts des projets et programmes).

L'analyse comparative des dépenses d'investissement globales payées en glissement annuel fait ressortir une baisse de 5,71% du niveau de l'exécution desdites dépenses par rapport à 2023.

Cette baisse du niveau d'exécution des dépenses d'investissement sur la période porte sur les ressources propres et s'explique par le règlement des arriérés de l'exercice 2023 au cours du 2^{ème} trimestre 2024.

Le cumul des dépenses d'investissements payées à fin juin représente 3 327,65 Mds GNF sur un montant total pris en charge de 4 737,40 Mds GNF, soit 70,24%. Ce montant se décompose en financement extérieur pour 2 963,64 Mds GNF et les ressources propres pour 364,01 Mds GNF.

Ces ressources propres se répartissent par nature de dépenses ainsi qu'il suit :

- acquisitions, installations de machines et équipements202,90 Mds GNF (55,74%);
- acquisitions de bâtiments et d'ouvrages de génie civil 134,92 Mds GNF (37,06%);
- études..... 3,00 Mds GNF (0,83%);
- supervision des travaux..... 10,00 Mds GNF (2,75%);
- réparations bâtés à usage admin, résidentiel et technique 0,47 Mds GNF (0,13%),
- et les prises de participations..... 12,72 Mds GNF (3,49%).

Tableau 11: Exécution des projets FINEX par secteur et sous-secteurs au 2^{ème} trimestre 2023/2024 (Mds GNF)

Nomenclature	EXECUTION FINEX 2023			PREVISION 2T2024			EXECUTION FINEX 2024						Ecart en %	
	2T2023						1T2024			2T2024			T1	T2(2024)
	PRETS	DONS	TOTAL	PRETS	DONS	TOTAL	PRETS	DONS	TOTAL	PRETS	DONS	TOTAL	m=(l/i-1)	n=(l/c-1)
a	b	c=(a+b)	d	e	f=(d+e)	g	h	i=(g+h)	j	k	l=(i+k)			
DEVELOPPEMENT RURAL	103,10	290,13	393,23	192,42	124,10	316,52	7,03	104,09	111,12	12,97	553,94	566,91	410%	44%
Agriculture	103,10	257,50	360,60	179,99	102,52	282,50	7,03	104,09	111,12	12,97	553,94	566,91	410%	57%
Élevage	-	-	-	-	2,43	2,43	-	-	-	-	-	-	NA	NA
Peche	-	7,50	7,50	-	11,19	11,19	-	-	-	-	-	-	NA	-100%
Forêt /Hydraulique Villageoise	-	25,13	25,13	12,43	7,97	20,40	-	-	-	-	-	-	NA	-100%
INDUSTRIE-EAU-ENERGIE MINES	39,50	90,13	129,63	174,63	79,27	253,90	60,95	58,69	119,64	391,20	68,98	460,17	285%	255%
Mines -Géologie-Environnement	-	18,73	18,73	25,73	7,79	33,52	-	6,74	6,74	97,64	31,22	128,86	1813%	588%
Industrie-PME-Commerce-Artisanat	17,12	19,27	36,38	8,47	0,54	9,01	20,55	9,66	30,21	7,51	-	7,51	-75%	-79%
Eau Urbaine	3,49	-	3,49	16,90	-	16,90	-	-	-	-	-	-	NA	-100%
Energie	18,89	52,14	71,03	123,54	70,94	194,48	40,41	42,30	82,70	286,05	37,75	323,81	%292	356%
INFRASTRUCTURES	265,04	17,78	282,82	837,73	51,27	889,00	97,64	-	97,64	964,49	15,91	980,40	904%	247%
Urbanisme-Habitat	-	-	-	268,82	-	268,82	-	-	-	-	-	-	NA	NA
Travaux Publics	265,04	16,94	281,98	564,41	49,15	613,56	97,64	-	97,64	964,49	15,91	980,40	904%	248%
Transport/Météo	-	0,84	0,84	-	2,12	2,12	-	-	-	-	-	-	NA	-100%
Télécom/Postes	-	-	-	4,50	-	4,50	-	-	-	-	-	-	NA	NA
SOCIAL	130,86	165,86	296,71	150,03	44,83	194,85	5,03	63,55	68,58	103,63	36,50	140,13	%104	-53%
Santé Publiques	119,38	50,88	170,26	124,29	13,13	137,42	1,10	8,08	9,18	94,87	19,47	114,34	1145 %	-33%
Affaires Sociales	9,57	3,74	13,31	5,43	18,41	23,84	-	2,41	2,41	-	0,00	0,00	-100%	-100%
Pré-Universitaire Enseignement	-	20,08	20,08	-	13,29	13,29	-	53,06	53,06	-	17,03	17,03	-68 %	-15%
Enseignement Sup/Recherche Scientifi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	8,77	-	8,77	NA	NA
Technique/ Formation Enseignement Profession	1,91	91,16	93,07	20,30	-	20,30	3,93	-	3,93	-	-	-	-100 %	-100%
ADMINISTRATION/DECENTRALISATION	18,32	127,29	145,62	61,24	21,92	83,16	30,32	78,51	108,83	99,98	210,24	310,22	185%	113%
Admistration Générale	18,32	50,37	68,70	56,67	16,30	72,97	11,31	56,60	67,90	19,11	174,59	193,71	185%	182%
Sécurité/ Défense/ Décentralisation	-	76,92	76,92	4,57	5,63	10,19	19,02	21,91	40,93	80,87	35,65	116,52	185%	51%
TOTAL HORS TAXES	556,81	691,20	1 248,01	1 416,04	321,391	737,43	200,97	304,84	505,81	1 572,27	885,562	457,83	386%	97%

Source : DNIPSIG

L'exécution des dépenses d'investissement sur financement extérieur au deuxième trimestre s'est établie à 2 457,83 Mds GNF dont 1 572,27 Mds GNF au titre des prêts et 885,56 Mds GNF de dons. Rapportée aux prévisions de la période de 1 247 Mds GNF, le taux d'exécution est de 197,10%. Ce fort niveau d'exécution s'explique par des actions entreprises par la Direction Nationale des investissements Publics et du Système Intégré de Gestion (DNIPSIG) pour la simplification des procédures de décaissement de ces dépenses qui suivent une procédure exceptionnelle d'exécution.

Par rapport au trimestre précédent, on note un accroissement d'environ 5 fois le niveau d'exécution du FINEX.

Comparativement à la même période en 2023, où l'exécution était de 1 248,01 Mds GNF, un accroissement de 96,94%, correspondant à 1 209,82 Mds GNF a été constaté.

En terme cumulé, les dépenses investissements sur ressources extérieures ont été exécutées à hauteur de 2 963,64 Mds GNF dont 1 773,24 Mds GNF (59,83%) de prêts et 1 190,40 Mds GNF (40,17%) de dons. Rapportées sur les prévisions en loi de finance initiale de 6 682,00 Mds GNF, le taux se situe à 44,35%.

L'exécution des prêts et des dons par bailleurs au 2^{ème} trimestre se décline comme suit :

- la République populaire de chine pour 701,18 Mds GNF ;
- La Banque Islamique de Développement pour 627,95 Mds GNF ;
- de l'Association pour le Développement International (IDA, Banque Mondiale) pour 314,47 Mds GNF ;
- du Fonds Koweïtien de Développement Économique Arabe (FKDEA) pour 73,52 Mds GNF ;
- Groupe Banque Africaine de Développement et Fonds Africain de Développement (BAD – FAD) pour 54,01 Mds GNF et ;
- de la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique (BADEA) pour 2,11 Mds GN.

Quant aux dons, ils sont constitués des apports :

- de l'IDA pour 590,97 Mds GNF ;
- de l'AFD pour 495,04 Mds GNF et ;
- du groupe BAD-FAD pour 104,39 Mds GNF.

III.3.3. Situation d'exécution des dépenses par fonction

Le présent point fait l'analyse comparative par fonction entre le premier et deuxième trimestre 2024 des dépenses de l'État par objectif socio-économique.

En dépit de la baisse de -37,40% du niveau d'exécution en glissement annuel, on constate une progression de l'exécution des dépenses d'investissement de +37,68% entre les deux trimestres de 2024.

Ainsi, l'exécution globale des dépenses hors FINEX à fin juin 2024, par grande fonction de l'administration publique se chiffre à 6 061,90 Mds GNF sur base paiement et se présente comme suit :

La fonction « **Services Généraux des Administrations Publiques** » a enregistré une exécution de 2 066,03 Mds GNF, représentant 34,08% des dépenses exécutées. Ce montant prend en charge le fonctionnement des organes exécutifs et législatifs, des affaires financières et fiscales

et affaires étrangères pour 396,78 Mds GNF, des services généraux pour 1 036,85 Mds GNF, la réduction des charges de la dette pour 630,88 Mds GNF et les Autres Services Généraux Des Administrations Publiques pour 1,52 Mds GNF ;

Les crédits destinés à la fonction « **Défense** » ont été exécutés à hauteur de 2 524,54 Mds GNF représentant 41,65%. Ils concernent les forces de défense pour 2 522,87 Mds GNF, et autres dépenses de défense pour 1,67 Mds GNF;

La fonction « **Ordre et sécurité publics** », quant à elle, a enregistré un niveau d'exécution de 50,29 Mds GNF, soit 0,83% des dépenses totales. Ce montant se décompose en dépenses des Services de Police pour 1,58 Mds GNF, dépenses des Tribunaux pour 18,93 Mds GNF, autres dépenses « ordres et sécurité publique » pour 3,48 Mds GNF et dépenses des administrations pénitentiaires pour 26,30 Mds GNF.

Les dépenses de la fonction « **Affaires Économiques** » ont été exécutée à hauteur de 95,52 Mds GNF, représentant 1,58% des dépenses globales. Ces dépenses se déclinent comme suit :

- Agriculture, Sylviculture, Pêche, Chasse et Élevage..... 55,80 Mds GNF ;
- Combustibles et énergies33,02 Mds GNF ;
- Communication 1,00 Mds GNF;
- Industrie extractive et manufacturières, construction0,86 Mds GNF ;
- Autres affaires économiques1,62 Md GNF;
- Autres branches d'activités3,22 Mds GNF.

La fonction « **Protection de l'environnement** » a connu une exécution des dépenses se situant à 2,75 Mds GNF, soit 0,05% de l'ensemble des dépenses. Elle concerne uniquement la préservation de la diversité biologique et la protection de la nature ;

La fonction « **Logement et équipements collectifs** » enregistre un paiement de 2,70 Mds GNF représentant 0,09% des dépenses totales. Ces dépenses sont exécutées en faveur des logements pour 0,75 Md GNF, de l'alimentation en eau pour 0,30 Md GNF et de l'éclairage public pour 1,65 Mds GNF.

La fonction « **Santé** » pour 2,10 Mds GNF, soit seulement 0,03% des dépenses totales. Elle porte uniquement sur la prise en charges des dépenses des services de santé publique.

La fonction « **Loisirs, culture et culte** » exécutée à hauteur de 22,74 Mds GNF, soit 0,38% des dépenses globales. Elle porte sur les Services récréatifs et sportifs pour 0,03 Md GNF, les services culturels pour 10,00 Mds GNF et les cultes et autres services communautaires pour 12,71 Mds GNF.

La fonction « **Enseignement** » avec un niveau d'exécution de 99,35 Mds GNF, soit 1,64% des dépenses totales. Elle concerne les dépenses de l'Enseignement secondaire pour 33,54 Mds GNF, l'Enseignement supérieur pour 16,98 Mds GNF, l'Enseignement postsecondaire non supérieur pour 30,54 Mds GNF, l'Enseignement préélémentaire et primaire pour 0,05 Md GNF, des Services annexes à l'enseignement pour 0,07 Md GNF, la Recherche et développement pour 15,54 Mds GNF et les Autres enseignements pour 2,63 Mds GNF.

Il importe de noter que le niveau d'exécution de cette fonction est porté fondamentalement par les salaires et traitements du corps enseignant

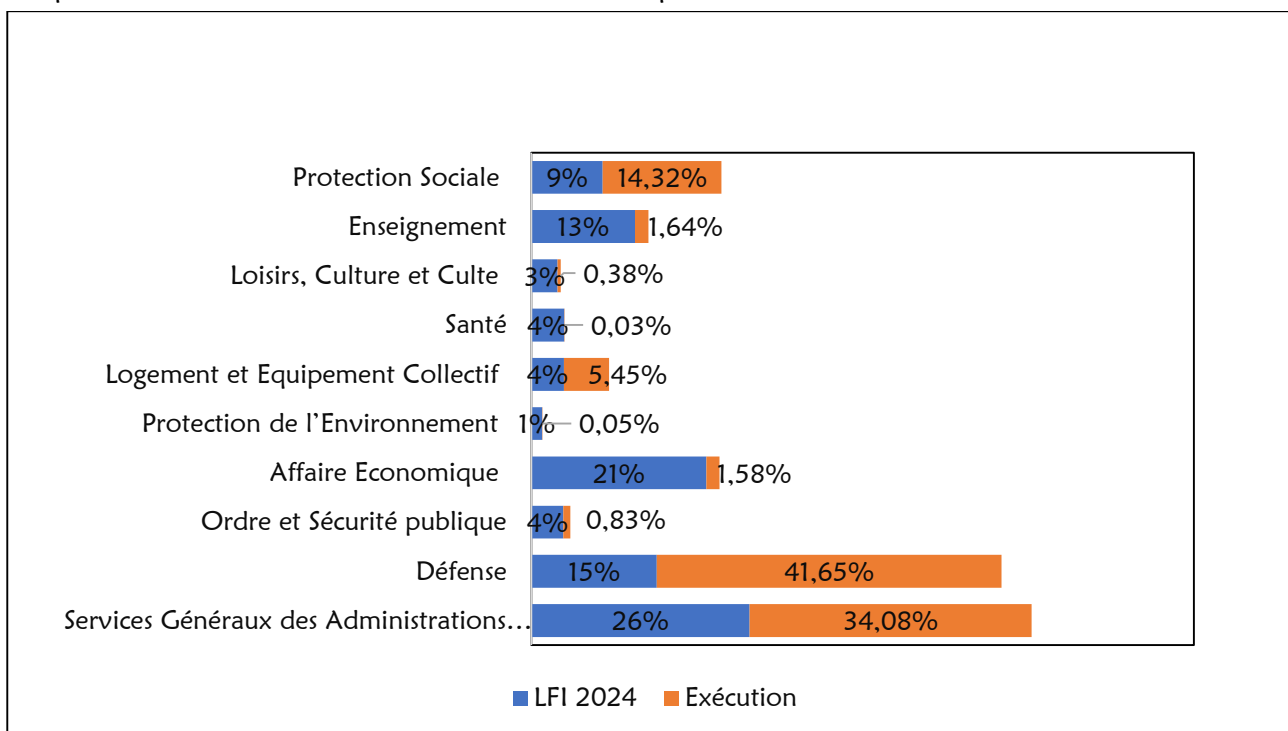
La fonction « **Protection sociale** » quant à elle a connu une exécution des dépenses à hauteur de 868,17 Mds GNF, soit 14,32% de l'ensemble des dépenses. Elle est essentiellement composée des pensions.

Tableau 12 : Exécution par grande fonction sur base paiement au 2^{ème} trimestre 2024 (Mds de GNF)

Libellé	LFI 2024	Charges finan. dette		Dép. personnel		Dép. de biens et services		Dép. de Transfert		Dép. d'invest		Total hors finex		Part	
		T1	T2	T1	T2	T1	T2	T1	T2	T1	T2	T1	T2	T1	T2
Services Généraux des Administrations Publiques	7 954,76	178,48	452,40	89,17	731,04	66,55	130,79	21,25	62,82	0,57	12,01	356,02	1 389,06	13,96%	39,56%
Défense	4 570,44	0,00	0,00	988,94	944,43	55,14	103,64	9,39	164,99	95,00	163,00	1 148,48	1 376,07	45,03%	39,19%
Ordre et Sécurité publique	1 170,73	0,00	0,00	35,96	0,00	0,20	6,31	0,00	0,00	0,00	27,34	36,16	33,65	1,42%	0,96%
Affaire Economique	6 382,55	0,00	0,00	20,96	0,00	1,39	0,00	32,16	12,78	52,90	0,47	107,40	13,26	4,21%	0,38%
Protection de l'Environnement	392,39	0,00	0,00	0,01	0,00	1,24	0,00	0,00	2,75	0,00	0,00	1,24	2,75	0,05%	0,08%
Logement et Equipement Collectif	1 185,37	0,00	0,00	2,29	0,00	0,00	1,01	0,00	1,50	0,00	0,00	2,29	2,51	0,09%	0,07%
Santé	1 204,72	0,00	0,00	5,92	0,00	0,00	0,00	0,00	2,10	0,00	0,00	5,92	2,10	0,23%	0,06%
Loisirs, Culture et Culte	959,57	0,00	0,00	20,06	27,32	58,45	0,00	0,00	47,55	0,00	12,72	78,51	87,59	3,08%	2,49%
Enseignement	3 776,00	0,00	0,00	317,50	0,00	0,00	17,96	0,00	214,57	0,00	0,00	317,50	232,53	12,45%	6,62%
Protection Sociale	2 604,05	0,00	0,00	0,74	0,00	0,00	192,98	496,18	178,96	0,00	0,00	496,92	371,93	19,48%	10,59%
TOTAL GENERAL	30 200,58	178,48	452,40	481,56	702,80	182,97	452,69	558,98	688,02	148,47	215,54	2 550,46	3 511,44	100,00%	100,00%

Source : DGB et DNSI

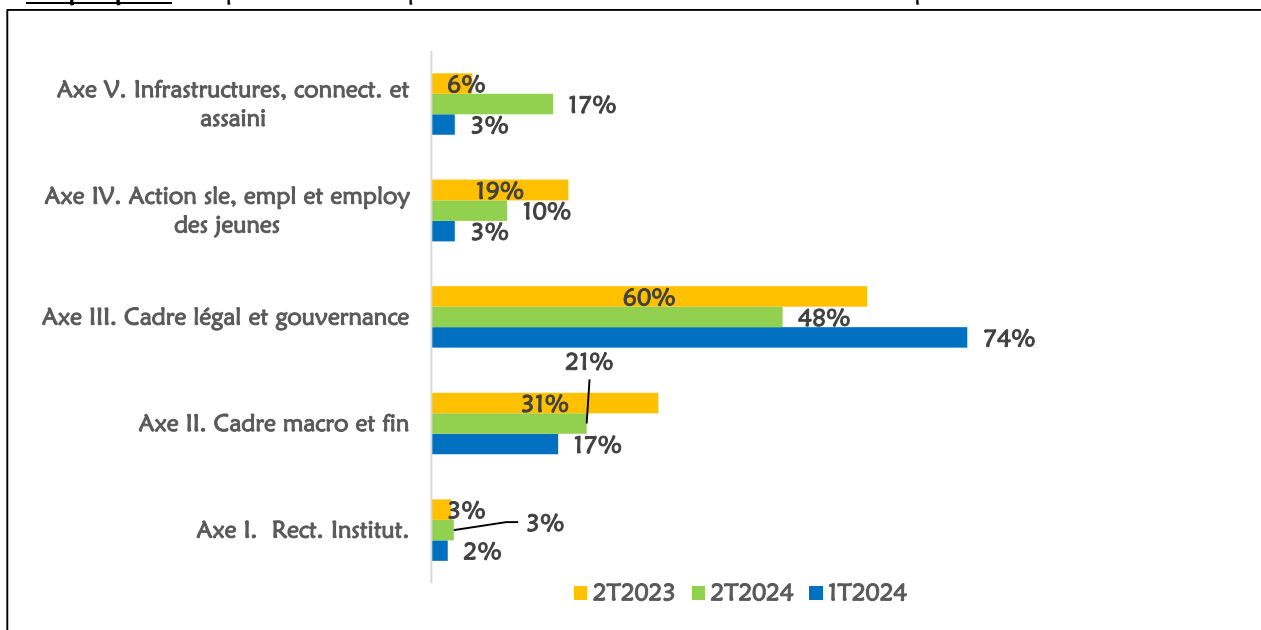
Graphique 4 : Comparaison de la part des grandes catégories (divisions) de la classification fonctionnelle des dépenses de l'administration dans la LFI 2024 et les dépenses exécutées



Déclinaison du budget par axe du Programme de Référence Intérimaire (PRI)

Au 2^{ème} trimestre 2024, l'exécution des dépenses par axe du PRI sur base paiement se présente comme suit :

Graphique 5 : Répartition des dépenses exécutées au 2^{ème} trimestre 2024 par axe du PRI



Source : DNSI, DGB, DNIP-SIGPIP

Les principaux axes du PRI ayant consommé le plus de crédits budgétaires, concernent l'axe « cadre légal et gouvernance » pour environ 48% des dépenses payées, suivi de l'axe « cadre macroéconomique » pour 21% et l'axe « action sociale, emploi et employabilité des jeunes » pour 19%.

» pour 10%. En comparaison à la période 2023, ils régressent respectivement de 12 points, 10 points et 9 points de pourcentages.

Par source de financement, le détail de ces dépenses de axes du PRI, se présente dans le tableau ci-dessous.

Tableau 13: Ventilation du budget en fonction des axes du PRI au 2^{ème} trimestre 2024 (Mds de GNF)

Axes	Paiement	LFI (1)	Plan d'Eng (2)		Eng (3)				Paiement (4)				Ecart en %		part
	g		a	b	c	d	Taux		e	f	Taux		2024	2023/2024	
	2T2023		T1	T2	T1	T2	(c/a)	(d/b)	T1	T2	(e/c)	(f/d)	f/e-1	f/g-1	
Axe I. Rect. Institut.	187,73	2 162,06	331,31	517,18	185,66	397,84	56%	77%	67,90	198,33	37%	50%	192,09%	5,65%	3,06%
Budget	103,90	1 856,71	254,97	440,84	109,33	321,50	43%	73%	0,00	40,89	0%	13%	NA	-60,65%	20,61%
FINEX	83,83	305,35	76,34	76,34	76,34	76,34	100%	100%	67,90	157,45	89%	206%	131,88%	87,82%	79,39%
Axe II. Cadre macro et fin	868,61	6 075,15	837,65	1 598,62	973,00	1 651,91	116%	103%	534,20	1 385,42	55%	84%	159,34%	59,50%	21,40%
Budget	354,48	3 888,87	837,65	1 052,05	426,43	1 105,34	51%	105%	303,44	127,58	71%	12%	-57,96%	-64,01%	9,21%
FINEX	514,13	2 186,28	546,57	546,57	546,57	546,57	100%	100%	230,77	1 257,84	42%	230%	445,07%	144,66%	90,79%
Axe III. Cadre légal et gouvernance	4 118,91	16 329,63	2 547,52	4 041,13	3 268,04	4 429,41	128%	110%	2 258,14	3 133,30	69%	71%	38,76%	-23,93%	48,39%
Budget	4 037,30	15 591,68	2 547,52	3 856,64	3 083,55	4 244,92	121%	110%	2 217,21	2 871,69	72%	68%	29,52%	-28,87%	91,65%
FINEX	81,61	737,96	184,49	184,49	184,49	184,49	100%	100%	40,93	261,61	22%	142%	539,15%	220,57%	8,35%
Axe IV. Action sle, empl et employ des jeunes	1 295,37	8 792,07	1 111,72	2 306,31	1 392,19	2 142,08	125%	93%	98,39	674,62	7%	31%	585,67%	-47,92%	10,42%
Budget	1 029,93	6 427,44	1 111,72	1 715,15	801,03	1 550,92	72%	90%	29,81	465,91	4%	30%	1463,04%	-54,76%	69,06%
FINEX	265,44	2 364,63	591,16	591,16	591,16	591,16	100%	100%	68,58	208,71	12%	35%	204,33%	-21,37%	30,94%
Axe V. Infrastructures, connect. et assaini	386,88	4 323,67	249,05	1 109,66	612,65	670,22	246%	60%	97,64	1 083,41	16%	162%	1009,64%	180,04%	16,73%
Budget	83,88	2 435,88	249,05	637,71	140,71	198,28	56%	31%	0,00	5,38	0%	3%	NA	-93,59%	0,50%
FINEX	303,00	1 887,79	471,95	471,95	471,95	471,95	100%	100%	97,64	1 078,03	21%	228%	1004,14%	255,78%	99,50%
TOTAL	5 609,50	30 200,58	5 000,91	7 702,40	4 561,04	7 420,96	91%	96%	2 550,46	3 511,44	56%	47%	37,68%	-37,40%	54,23%
TOTAL FINEX	1 248,01	7 482,00	1 870,50	1 870,50	1 870,50	1 870,50	100%	100%	505,81	2 963,64	27%	158%	485,92%	137,47%	45,77%
TOTAL GENERAL	6 857,50	37 682,58	6 871,41	9 572,90	6 431,54	9 291,46	94%	97%	3 056,27	6 475,09	48%	70%	111,86%	-5,58%	100,00%

Source : DNSI, DGB, DNIP-SIGPIP

III.3.4. Situation d'exécution des subventions d'électricité

Courant 2^{ème} trimestre 2024, un montant de 793,89 Mds GNF a été engagé contre 211,36 Mds GNF au 1^{er} trimestre, soit un engagement de plus de trois fois celui du 1^{er} trimestre 2024. De manière cumulée, l'engagement des subventions sur la consommation de l'électricité se chiffrent à 1 005,27 Mds GNF à fin juin 2024 sur une dotation en loi de finances initiale de 2 010 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 50,01%. Un montant de 32,16 Mds GNF a été payé, soit 3,20 % du montant total engagé.

III.3.5. Consommation d'eau et d'électricité de l'administration

Les dépenses de consommation d'eau ont été payées à fin juin 2024 à hauteur de 22,50 Mds GNF sur un montant total engagé de 37,50 Mds GNF soit 60,00% et 25% par rapport aux crédits de la loi de Finances. Initiale.

Quant aux dépenses de consommation d'électricité, elles ont été liquidées à hauteur de 122,50 Mds GNF sur un crédit engagé de 130,00 Mds GNF, correspondant à 94,23% et 46,40% de la LFI 2024.

Il importe de noter qu'à date, aucun paiement n'a été constaté au compte des dépenses de consommation en électricité de l'administration.

III.3.6. Situation des ressources des Droits de Tirages Spéciaux (DTS)

Sur une prévision de 870,07 Mds GNF de ressources DTS inscrites en Loi de Finances Initiale 2024, il a été exécuté sur base engagement un montant de 423,67 Mds GNF, soit un taux d'exécution de 48,69%. Cette exécution concerne six (6) projets évalués à 32,33 Mds GNF et cinq (5) programmes coûtant 391,34 Mds GNF sur trente-trois (33) projets financés sur ressources DTS.

Le montant exécuté se présente comme suit :

- le programme de construction et d'équipement du ministère de la Défense Nationale pour 258,00 Mds GNF ;
- le Programme d'Appui ISAV/VGE de Faranah pour 1,00 Md GNF ;
- le programme d'appui à la pêche artisanale en Guinée pour 0,73 Md GNF ;
- le programme de reconstruction du Système de Santé-Tout Territ Guinéen pour 124,48 Mds GNF;
- le programme de Construction des Villages Artisanaux pour 7,13 Mds GNF;
- la construction de commissariats centraux (CCC) pour 5,22 Mds GNF ;
- la construction de 5 compagnies mobiles d'intervention de sécurité (CMIS) pour 5,00 Mds GNF ;
- la Route Labé-Madina-Gounasse pour 4,00 Mds GNF ;
- le Projet de Construction de la Cite Ministérielle pour 1,5 Mds GNF;
- l'Aménagement Espace Multisports et Multidisciplinaires pour 1,61 Mds GNF;

- la Réhabilitation RMC pour 15 Mds GNF.

III.3.7. Situation d'exécution des projets et programmes sur ressources propres

Sur un montant total de crédits budgétaires de 5 630,21 Mds GNF prévus pour 346 projets et programmes en Loi de Finances Initiale 2024, il a été exécuté sur :

- base « réservation des crédits 58 projets et programmes » évalués à 339,84 Mds GNF ;
- base « engagement 67 projets et programmes » d'un montant de 329,97 Mds GNF ;
- base « liquidation » 63 projets et programmes pour 282,70 Mds GNF ;
- base « ordonnancement » 62 projets et programmes pour un montant de 281,15 Mds GNF;
- base « vu bon à payer » 34 projets et programmes pour 206,36 Mds GNF et
- base « paiement » 0,35 Md GNF pour la réhabilitation de la Centrale Samankoun et Loffa et Barrage Frankoned/Kogbedou/Milo.

III.3.8. Situation des restes à payer à fin juin 2024

Sur la base des dépenses prises en charge par les comptables publics, les instances de paiement à fin juin 2024 se chiffrent à **4 617,49 Mds GNF** dont 3 207,73 Mds GNF de dépenses courantes et 1 409,76 Mds GNF de dépenses d'investissement.

Par ailleurs, un montant total de 2 381, 30 Mds GNF a été payé à fin juin 2024 au titre de l'apurement de la dette sur les exercices antérieurs, soit 108,24% de l'objectif annuel de 2 200 Mds GNF.

III.4. Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés au deuxième trimestre 2024

Au cours du deuxième trimestre 2024, l'exécution des crédits budgétaires en faveur des services déconcentrés de l'État se chiffre à 376,53 Mds GNF, dont 316,14 Mds GNF (83,96%) sur base engagement et 60,39 Mds GNF (16,04%) en délégation de crédits.

Le montant engagé concerne les services déconcentrés intérieurs pour 112,06 Mds GNF (Projets et programmes en faveur des services déconcentrés de l'intérieur) et les services déconcentrés extérieurs (missions diplomatiques et consulaires) pour 204,08 Mds GNF.

Sur la base des paiements, l'exécution de ces crédits se chiffre à 125,19 Mds GNF et concerne les services déconcentrés extérieurs pour 36,47 Mds GNF et les Projets et programmes en faveur des services déconcentrés de l'intérieur pour 88,72 Mds GNF. Par rapport au trimestre dernier on note une augmentation de +17,46% et une baisse de -57,79% en glissement annuel.

De manière cumulée, l'exécution des crédits budgétaires en faveur des services déconcentrés de l'État s'élève à 132,36 Mds GNF, soit 3,59% du total des crédits inscrits en LFI 2024 en faveur desdits services.

Toutefois, il convient de préciser que seuls les crédits alloués aux services déconcentrés intérieurs sont exécutés par délégation de crédit. Les autres crédits (crédits des projets et programmes et ceux des services de l'extérieur) sont exécutés, par dérogation, au niveau central.

Tableau 14 : Situation de l'exécution des crédits des services déconcentrés : déconcentrés intérieur, déconcentrés extérieurs et projets et programmes au 2^{ème} trimestre 2024 (Mds de GNF)

N°	Libellé	Bénéf.	LFI (1)	2023	Eng.		Ordonanc.		Delegation		Paiement		Taux accroissement	
				T2	T1	T2	T1	T2	T1	T2	T1	T2	j=i/h-1	k=i/a-1
				a	b	c	d	e	f	g	h	i		
1	Services déconcentrés de l'intérieur	182		31,67	0,00	0,00	0,00	0,00	67,26	60,39	0,00	0,00	NA	-100%
2	Services déconcentrés de l'extérieur	73	534	166,84	155,88	204,08	155,88	204,08	0,00	0,00	7,17	36,47	5,09	-78,14%
3	Projets et programmes en faveur des services déconcentrés de l'intérieur	1 234	3 151,30	98,08	167,64	112,05	157,46	118,18	0,00	0,00	0,00	88,72	NA	-9,54%
TOTAL		1 489,003	685,20	296,58	323,52	316,14	313,34	322,27	67,26	60,39	7,17	125,19	17,46	-57,79%

Source : DGB et DNSI

L'exécution des crédits des services déconcentrés extérieurs par ministère et institution se présente dans le tableau ci-après :

Tableau 15 : Situation des services déconcentrés de l'extérieur

Section	Libellé	Bénéficiaire	LFI (1)	Eng.		Ordonnance		Paiement		Taux	
				T1	T2	T1	T2	T1	T2	T1	T2
				a	b	c	d	e	f	g	h=f/b
01	Présidence de la République	1	40,6	0,0	2,7	0,0	2,7	0,0	0,0	NA	0,00%
03	Ministère de Délégué à la Présidence Chargé de la Défense Nationale	14	29,3	7,2	6,0	7,17	6,00	7,17	0,00	100%	0,00%
07	Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens de l'Étranger	54	371,0	119,2	141,4	119,16	141,40	0,00	0,00	0%	0,00%
16	Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises	1	8,0	0,0	1,4	0,00	1,43	0,00	0,00	NA	0,00%
30	Secrétariat Général aux Affaires Religieuses	3	70,9	29,6	52,6	29,55	52,56	0,00	36,47	0,00%	69,39%
Total		73	519,7	155,9	204,1	155,88	204,08	7,17	36,47	4,60%	17,87%

Source : DNSI, DGB

A fin juin 2024, les paiements en faveur des services déconcentrés extérieurs concernent le ministère de la Défense Nationale pour 7,17 Mds GNF et le Secrétariat Général aux Affaires Religieuses pour 36,47 Mds GNF.

Principaux soldes et indicateurs de gestion budgétaire

Le Tableau ci-dessous présente la situation de l'exécution du budget sur base caisse et prises en charge comptable au 2^{ème} trimestre 2024.

Tableau 16 : Exécution de la LFI au deuxième trimestre 2024 par grande masse

Libellé	2T2023	Situation des indicateurs au 2ém Trimestre 2024							Taux d'accroissement		
	Réalisation	LFI	1T2024			2T2024			Taux	T1_T2	2023_2024
			Prévision	Réalisation	Taux	Prévision	Réalisation	Taux		2024	
	a	b	c	d	e=d/c	f	g	h=g/f	i=g/b	j=g/d-1	k=g/a-1
Recettes yc dons et ex. clos	9 484,03	29 942,47	7 370,40	6 906,26	93,70%	10 898,39	9 321,07	85,53%	31,13%	34,97%	-1,72%
<i>Dons</i>	<i>691,19871</i>	<i>1 214,57</i>	<i>124,01</i>	<i>304,84</i>	<i>245,82%</i>	<i>692,32</i>	<i>885,56</i>	<i>127,91%</i>	<i>72,91%</i>	<i>190,50%</i>	<i>28,12%</i>
Dépenses totales	9 083,39	37 682,58	5 624,41	4 497,46	79,96%	8 949,40	8 967,31	100,20%	23,80%	99,39%	-1,28%
<i>Dépenses courantes y.c BAS</i>	<i>5 960,17</i>	<i>23 124,74</i>	<i>4 396,42</i>	<i>3 315,21</i>	<i>75,41%</i>	<i>5 526,26</i>	<i>5 412,15</i>	<i>97,94%</i>	<i>23,40%</i>	<i>63,25%</i>	<i>-9,19%</i>
Dépenses courantes hors BAS FCE		22 998,41	4 364,84	3 315,21	75,95%	5 334,08	5 219,97	97,86%	22,70%	57,46%	NA
Dépenses d'investissement hors BAS	3 123,22	14 557,84	1 227,99	1 182,25	96,28%	3 423,14	3 555,16	103,86%	24,42%	200,71%	13,83%
Solde budgétaire global (dons compris)	400,64	-7 740,11	1 745,99	2 408,80	137,96%	1 948,99	353,76	18,15%	-4,57%	-85,31%	-11,70%
Solde budgétaire global (dons cpris) en % du PIB	0,19%	-3,81%	0,00	0,00		0,01	0,0017	18,15%	-4,57%	NA	-7,24%
PIB (Mds de GNF)	213440,2	203 187,64	203 187,64	203 187,64	203 187,64	203 187,64	203 187,64	203 187,64	203 187,64	203 187,64	203 187,64

Source : TOFE / TDB

IV. SOLDES BUDGETAIRES

Une analyse des principaux soldes au premier semestre de l'exécution du budget de l'État permet d'apprécier les performances des actions entreprises en matière de gouvernance économique et financière en vue d'atteindre les objectifs et de prendre des mesures de politiques anticipatives pour d'éventuels ajustements.

IV.1. Solde budgétaire global

Le solde budgétaire global s'établit à +353,76 Mds GNF (+0,17% du PIB) sur un objectif de la période de +1 948,99 Mds GNF (+0,96% du PIB), soit un manque à gagner de 1 595,23 Mds GNF (0,79% du PIB).

Par rapport à celui du premier trimestre, qui est de 2 408,80 Mds GNF, on note une régression de -85,31% correspondant à -2 055,04 Mds GNF.

Toutefois, en glissement annuel, on enregistre également une baisse de -11,70%, équivaut 400,64 Mds GNF (0,20% du PIB).

De manière cumulée, le solde budgétaire global obtenu se situe à 2 762,56 Mds GNF (1,36% du PIB) contre un objectif annuel de -7 740,11 Mds GNF (-3,81% du PIB).

V. OPERATIONS DE FINANCEMENT

A- Situation des ressources de financement

Au titre du 2^{ème} trimestre 2024, les mobilisations de ressources de financement se chiffrent à hauteur de 7 878,18 Mds GNF sur un objectif trimestriel de 5 621,12 Mds GNF, soit un taux de 140,15%. Comparée à la réalisation du premier trimestre de 6 678,77 Mds GNF, elle augmente de 1 199,40 Mds GNF correspondant à 17,96%. Cet accroissement du deuxième trimestre par rapport au premier trimestre est porté essentiellement par :

- les obligations du trésor (ODT) pour 1 643 Mds GNF par rapport au premier trimestre qui n'a enregistré aucune mobilisation;
- Les emprunts extérieurs pour 1 572,27 Mds GNF contre 200, 97 Mds GNF ;
- Les numéraires et dépôts pour 2 543,41 Mds GNF contre 421,31 Mds GNF ;

Comparées au deuxième trimestre 2023, les ressources de financement qui se chiffraient à 4 660,27 Mds GNF, ont connu une hausse de 3 217,91 Mds GNF correspondant à 69,05%. Cet accroissement est porté par :

- les obligations du trésor (ODT) pour 1 643,45 Mds GNF contre 570, 84 Mds GNF au 2^{ème} trimestre 2023
- les emprunts extérieurs pour 1 572,27 Mds GNF; et
- les autres comptes à recevoir pour 129,95 Mds GNF.

De manière cumulée, les ressources de financements ont été mobilisées à hauteur de 12 148,14 Mds GNF sur un objectif trimestriel de 11 299,19 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 107,51% et 56,83% par rapport à la LFI 2024.

B- Situation des charges de financement

Sur un objectif trimestriel de 3 875,11 Mds GNF, les charges de financement ont été exécutées à hauteur de 5 004,40 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 129,14%. Rapportées au trimestre précédent de 8 484,68 Mds GNF on note une baisse de -3 480,28 Mds GNF correspondant à -41,02%.

Cette diminution est constatée essentiellement sur :

- le remboursement du capital des emprunts intérieurs de 2 527,44 Mds GNF au deuxième trimestre contre 4 881,36 Mds GNF au 1^{er} trimestre 2024, soit - 48,22% ;
- les retraits sur les comptes des correspondants du trésor de 640,26 Mds GNF contre 1 938,98 Mds GNF, soit - 66,98% ;

Par ailleurs, le remboursement du capital des emprunts extérieurs a connu une hausse passant de 159,62 Mds GNF à 324,59 Mds GNF au 2^{ème} trimestre 2024, soit un écart de 164, 97 Mds GNF correspondant à +103,35%.

Comparées au deuxième trimestre 2023, les charges de financement qui s'élevaient à 5 549,45 Mds GNF ont enregistré une baisse de -545,05 Mds GNF, représentant -9,82% par rapport au deuxième trimestre 2024.

Cette diminution porte essentiellement sur :

- le remboursement du capital des emprunts intérieurs de 2 527,44 Mds GNF au deuxième trimestre 2024 contre 2 948,05 Mds GNF, au 2^{ème} trimestre 2023, soit - 14,27%% ;
- les retraits sur les comptes des correspondants du trésor de 640,26 Mds GNF contre 2 236,46 Mds GNF, soit -71,37%.

De manière cumulée, les charges de financement ont été exécutées à hauteur de 13 489,08 Mds GNF sur un objectif trimestriel de 11 299,19 Mds GNF, soit un taux de réalisation de 119,8% et 63,11% par rapport à la LFI 2024.

Tableau 16: l'évolution des opérations de financements au 2^{ème} trimestre 2024

libellé	2T2023			1T2024			2T2024			Ecart en %	
	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	Prév	Réal	Taux	T1&T2	2T2023/2T2024
	a	b	c	d	e	f	g	h	i	j=h/e-1	k=h/a-1
A. RESSOURCES DE FINANCEMENT	6 987,75	4 660,27	66,69%	7 686,23	6 678,77	89,92%	7 307,94	8 231,93	107,51%	23,26%	76,64%
A.1. SOLDE BUDGETAIRE POSITIF	0,00	0,00	NA	2 008,15	2 408,81	141,08%	1 686,83	353,75	NA	-85,31%	NA
A.2. CESSION D'ACTIFS	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	NA	NA
A.3. EMPRUNTS	6 430,37	2 561,69	39,84%	5 263,05	2 538,23	48,23%	5 378,69	5 060,47	69,23%	99,37%	97,54%
Emprunts Intérieurs	4 541,33	2 561,69	56,41%	3 617,30	2 337,26	64,61%	3 638,21	3 488,20	76,75%	49,24%	36,17%
<i>Emprunt par découvert exceptionnel</i>	246,74	0,00	0,00%	250,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	NA	NA	NA
<i>Bons du trésor</i>	2 510,55	1 990,85	79,30%	1 606,04	2 041,51	127,11%	2 039,46	1 619,81	93,99%	-20,66%	-18,64%
<i>Emprunts obligataires</i>	1 784,04	0,00	0,00%	423,76	295,75	69,79%	595,47	224,95	51,09%	-23,94%	NA
<i>Obligations du Trésor</i>	0,00	570,84	NA	1 337,50	0,00	0,00%	1 003,28	1 643,45	61,44%	NA	187,90%
Emprunts Extérieurs	1 889,04	0,00	0,00%	1 645,75	200,97	12,21%	1 740,48	1 572,27	52,37%	682,35%	
<i>dt FMI</i>	473,00	0,00	0,00%	47,36	0,00	0,00%	142,09	0,00	0,00%	NA	NA
<i>dt Autres FINEX</i>	1 416,04	0,00	0,00%	1 598,39	200,97	12,57%	1 598,39	1 572,27	55,47%	682,35%	
A.4. DEPOTS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,00	2 098,57	NA	0,00	1 061,65	NA	0,00	144,34	NA	-86,40%	-93,12%
Numéraire/ ODT 2022 non utilisé/Courant 2024	445,00	0,00	0,00%	0,00	421,31	NA	0,00	2 543,41	NA	503,69%	NA
Remboursement Garantie KARPOWER	47,33	0,00	0,00%	0,00	0,00	NA	0,00	0,00	NA	NA	NA
Garantie prêt SOGES ET SOGEKA	65,05	0,00	0,00%	80,81	0,00	0,00%	242,42	0,00	0,00%	NA	NA
A.5. Autres Comptes à recevoir (reste à recouvrer)	0,00	0,00	NA	334,22	248,78	74,43%	0,00	129,95	NA	-47,76%	NA
B. CHARGES DE FINANCEMENT	6 987,75	5 549,45	79,42%	7 424,07	8 484,68	111,40%	3 875,11	5 004,40	-0,26	-41,02%	-9,82%
B.1. SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF	2 055,03	0,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%	0,00	0,00	-0,29	NA	NA
B.2. REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	4 932,72	3 030,40	61,43%	5 058,83	5 040,20	120,47%	2 818,77	2 852,81	0,16	-43,40%	-5,86%
Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	4 672,936	2 948,050	63,09%	4 775,111	4 881,361	124,28%	2 487,326	2 527,440	-0,153	-48,22%	-14,27%
Remboursement du capital des emprunts dus aux entreprises non financières	560,39	134,00	23,91%	453,75	0,00	0,00%	204,82	140,44	-0,65	NA	4,81%
Arriérés Intérieure (Dépenses en cours 2023)	675,31	398,05	58,94%	2 200,00	1 470,62	123,53%	0,00	910,68	-0,68	-38,08%	128,79%
Remboursement du capital des emprunts intérieurs auprès du système financier	3 046,75	2 416,00	79,30%	1 883,86	3 238,93	161,64%	2 520,01	1 226,32	NA	-62,14%	-49,24%
<i>dt Remboursement du capital sur Bons du trésor</i>	2 892,09	2 416,00	83,54%	1 831,71	3 045,00	166,24%	2 461,89	1 420,25	0,00	-53,36%	-41,21%
<i>dt Remboursement du capital des emprunts obligataires</i>	102,51	0,00	0,00%	0,00	0,00	NA	0,00	0,00	NA	NA	NA
<i>dt Protocole Dette BCRG</i>	52,14	0,00	0,00%	52,15	193,93	0,00%	58,12	0,00	NA	-100,00%	NA
Cautions de Garantie	390,49	0,00	0,00%	237,50	171,81	72,34%	0,00	56,07	NA	-67,36%	NA
<i>dt Accord chino-Guinéen</i>	291,27	0,00	0,00%	0,00	0,00	NA	0,00	0,00	0,22	NA	NA
<i>dt autres Garanties établies</i>	99,23	0,00	0,00%	237,50	171,81	72,34%	0,00	56,07	NA	-67,36%	NA
Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	259,79	82,35	31,70%	283,72	159,62	56,26%	331,44	324,59	1,01	103,35%	294,17%
B.3. RETRAITS SUR LES COMPTES DES CORRESPONDANTS DU TRESOR	0,00	2 236,46	NA	0,00	1 938,98	NA	0,00	640,26	NA	-66,98%	-71,37%
B.4 Autres Comptes à payer (reste à payer)	0,00	282,60	NA	2 365,24	1 504,72	1,23%	203,68	1 512,11	NA	0,49%	435,08%

Source : DGT-CP et DGB

RECOMMANDATIONS GENERALES

Pour une meilleure exécution du budget de l'État, les mesures de politiques recommandées de l'exercice 2024 sont entre autres :

Au titre des Recettes

- Poursuivre les réformes clefs pour la mobilisation des ressources intérieures, notamment la numérisation des recouvrements dans les services déconcentrés de l'intérieur,
- formaliser le secteur informel,
- renforcer le contrôle fiscal et douanier à travers une utilisation accrue de drones, de scanners et des brigades de contrôle,
- renforcer les capacités des ressources humaines et matérielles.

En outre, la question des exonérations et de révision des taux et mécanismes des recettes non fiscales sont à prendre en compte.

De manière spécifique :

- Maintenir les efforts de mobilisation des armateurs des sociétés de pêches observés pendant le premier semestre de 2024 ;
- Poursuivre les réformes du guichet unique du commerce extérieur (GUICEG);
- Poursuivre, au Trésor Public, la dématérialisation de la gestion des recettes administratives;
- Renforcer et sensibiliser sur l'utilité de la plateforme digitale E-Contravention de la police routière ;
- Poursuivre la généralisation du paiement électronique des Droits et Taxes à l'intérieur du pays, notamment par Mobile Money.

A- Au titre des dépenses

- Renforcer le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur ;
- Améliorer la collaboration entre les acteurs de la chaîne des dépenses afin de fluidifier l'exécution des dépenses ;
- Privilégier l'exécution des dépenses inscrites dans le budget de manière à limiter le volume des dépenses imprévues et à faciliter la prise en charge des dépenses d'investissement régulières ;
- Maitriser davantage la spirale de l'endettement et aligner la politique nationale d'endettement à la politique nationale d'investissement.

B- Au titre des financements

- Accroître la mobilisation des ressources de financement, notamment les obligations du Trésor
- Maîtriser les charges de financement afin d'assurer soutenabilité du budget de l'État,
- Renforcer le principe d'unicité de la caisse en réduisant le nombre de comptes séquestres afin d'accroître la capacité à payer les dépenses publiques.

CONCLUSION

La situation de l'exécution du Budget de l'État au 2^{ème} trimestre 2024 a été caractérisée par une mobilisation globalement appréciable des recettes budgétaires, la poursuite de la maîtrise des dépenses de fonctionnement des services publics et un faible niveau d'exécution des dépenses d'investissement sur ressources propres. Cependant, les investissements sur ressources extérieures ont connu une meilleure exécution avec un taux de 197,10%.

Par ailleurs, les charges de financement n'ont pu être couvertes par les ressources de financement mobilisées de la période.

Ainsi, les efforts de mobilisation de ressources se poursuivent, notamment par l'accélération des actions de recouvrements des arriérés fiscaux, douaniers et administratifs des recettes. Le renforcement des contrôles fiscaux et douaniers, les capacités d'absorption des crédits d'investissements devraient se poursuivre au cours de l'année en vue de garantir les objectifs de la refondation économique et financière.

En outre, le solde budgétaire global cumulé ressort excédentaire avec +2 762,56 Mds GNF contre un objectif annuel de -7 740,11 Mds GNF en LFI 2024 et un solde net de gestion de +7 091,84 Mds GNF.

ANNEXES

Tableau 17: Exécution globale des dépenses hors FINEX par phase et par Administration à fin au 2^{ème} trimestre 2024 (Mds de GNF)

Ministère/ Institution	Liquidations	LF1	Modif	P.d'Eng	Engagements		Liquidations		Ordonnanc.		Paiements			Taux d'accroissement	
	2T2023		T2	T2	T2	taux	T2	taux	T2	taux	T1	T2	taux	T1_T2	2023_2024T2
	a	b	c	d	e	f=e/d	g	h=g/e	i	j=i/g	k	l	m=l/i	n=l/k-1	o=g/a-1
Présidence de la République	380,96	631,26	0,00	149,18	187,31	125,56%	175,48	93,69%	175,48	100,00%	62,10	150,48	85,75%	142%	-54%
Primature	18,09	126,90	0,00	23,65	18,49	78,16%	17,89	96,79%	15,28	85,41%	0,00	20,95	137,08%	NA	-1%
Ministère de la défense nationale	1 189,60	4 624,61	0,00	1 170,76	1 222,67	104,43%	1 300,67	106,38%	1 300,67	100,00%	1 168,03	1 403,40	107,90%	20%	9%
Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation	223,11	1 675,83	0,00	373,77	272,69	72,96%	276,54	101,41%	277,56	100,37%	0,00	14,11	5,08%	NA	24%
Ministère de la sécurité et de la protection civile	178,98	733,14	0,00	195,00	194,97	99,99%	173,98	89,23%	175,87	101,08%	0,00	9,35	5,31%	NA	-3%
Garde des sceaux, Ministère de la justice et des droits de l'homme	74,37	424,24	0,90	128,66	108,65	84,45%	95,19	87,61%	95,19	100,00%	0,00	3,47	3,65%	NA	28%
Ministère des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Guinéens établi à l'étranger	107,93	624,83	0,00	174,74	228,36	130,69%	224,05	98,11%	224,05	100,00%	50,66	88,72	39,60%	75%	108%
Ministère du plan et de la Coopération Internationale	120,19	197,33	0,00	43,09	76,57	177,68%	72,72	94,98%	73,60	101,21%	0,00	4,38	5,95%	NA	-39%
Ministère de l'économie et des finances	128,27	2 140,16	0,51	465,35	590,20	126,83%	739,07	125,22%	739,17	100,01%	178,48	458,55	62,04%	157%	476%
Ministère du travail et de la fonction publique	51,58	196,34	31,00	46,63	35,66	76,47%	35,79	100,36%	35,79	100,00%	0,00	13,33	37,26%	NA	-31%
Ministère de l'agriculture et de l'élevage	221,61	471,88	0,00	134,90	37,71	27,95%	25,74	68,26%	25,99	100,98%	52,79	2,43	9,33%	-95%	-88%
Ministère de la pêche et de l'économie maritime	14,82	138,98	0,00	32,45	17,04	52,49%	17,51	102,81%	17,51	100,00%	0,00	3,74	21,33%	NA	18%
Ministère des mines et de la géologie	16,05	267,47	0,00	74,10	64,99	87,70%	55,42	85,27%	55,42	100,00%	0,00	0,00	0,00%	NA	245%
Ministère des infrastructures et des travaux publics	409,82	1 817,31	0,00	485,00	113,92	23,49%	36,70	32,21%	36,70	100,00%	0,00	1,08	2,94%	NA	-91%
Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de l'aménagement du territoire	100,80	237,53	4,86	65,34	16,97	25,96%	16,09	94,84%	18,97	117,87%	0,00	0,00	0,00%	NA	-84%
Ministère du commerce, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises	22,38	170,11	0,00	42,06	27,74	65,94%	22,97	82,82%	22,97	100,00%	0,00	2,70	11,76%	NA	3%
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	172,71	1 417,28	0,00	413,25	424,87	102,81%	400,23	94,20%	353,60	88,35%	0,00	124,26	35,14%	NA	132%
Ministère de la promotion féminine, de l'enfance et des personnes vulnérables	59,68	200,05	0,00	40,36	23,02	57,04%	23,42	101,71%	23,42	100,00%	0,00	2,00	8,56%	NA	-61%
Ministère de l'enseignement pré-universitaire et de l'alphabétisation	441,14	2 372,05	169,17	623,10	527,84	84,71%	455,43	86,28%	482,56	105,96%	0,00	34,87	7,23%	NA	3%
Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et emploi	72,94	431,68	72,75	130,01	100,01	76,92%	98,03	98,02%	98,03	100,00%	0,00	63,34	64,61%	NA	34%

Ministère/ Institution	Liquidations	LFI	Modif	P.d'Eng	Engagements		Liquidations		Ordonnanc.		Paiements			Taux d'accroissement	
	2T2023		T2	T2	T2	taux	T2	taux	T2	taux	T1	T2	taux	T1_T2	2023_2024T2
	a	b	c	d	e	f=e/d	g	h=g/e	i	j=i/g	k	l	m=l/i	n=l/k-1	o=g/a-1
Ministère de la communication et de l'information	24,00	156,57	0,00	39,36	21,51	54,66%	14,52	67,48%	14,42	99,30%	0,00	0,70	4,86%	NA	-39%
Ministère de la jeunesse et des sports	46,32	444,54	0,00	63,93	69,70	109,02%	48,70	69,87%	48,70	100,00%	29,81	10,99	22,57%	-63%	5%
Conseil national de la transition	49,66	123,49	0,00	43,80	38,50	87,91%	38,50	100,00%	38,50	100,00%	0,00	21,25	55,19%	NA	-22%
Cour supreme	13,56	57,39	0,00	23,27	10,31	44,30%	10,31	100,00%	10,31	100,00%	0,00	5,52	53,56%	NA	-24%
Haute autorité de la communication	4,78	33,03	0,00	8,40	4,40	52,34%	3,83	87,15%	3,83	100,00%	0,00	3,18	83,10%	NA	-20%
Secrétariat Général du gouvernement	4,33	84,45	0,00	8,51	6,24	73,35%	5,91	94,64%	5,47	92,53%	0,00	1,00	18,27%	NA	37%
Secrétariat Général aux affaires religieuses	72,25	127,82	14,20	79,77	109,64	137,44%	61,88	56,44%	61,88	100,00%	0,00	39,93	64,54%	NA	-14%
Ministère de l'environnement et du développement durable	32,39	220,36	0,00	50,70	36,64	72,27%	34,05	92,94%	34,05	100,00%	0,00	1,25	3,68%	NA	5%
Ministère des transports	15,05	149,75	0,00	33,74	23,61	69,97%	13,03	55,19%	13,03	100,00%	0,00	0,73	5,60%	NA	-13%
Grande chancellerie des ordres nationaux Guinée	4,35	19,57	0,00	5,41	9,84	181,79%	9,84	100,00%	9,84	100,00%	0,00	4,80	48,73%	NA	126%
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	291,30	1 132,66	12,37	340,17	336,41	98,89%	321,45	95,55%	321,45	100,00%	0,00	216,04	67,21%	NA	10%
Administration et contrôle des grands projets	11,61	129,35	0,00	31,25	20,78	66,50%	20,78	100,00%	20,78	100,00%	0,00	3,32	15,95%	NA	79%
Ministère de l'Energie, de l'hydraulique et des hydrocarbures	108,92	2 690,68	0,00	734,79	934,26	127,15%	711,46	76,15%	709,87	99,78%	250,65	117,98	16,62%	-53%	553%
Ministère des postes, des télécommunications et de l'économie numérique	25,87	160,68	0,00	36,67	30,75	83,86%	32,75	106,50%	32,75	100,00%	0,00	3,05	9,30%	NA	27%
Ministère de la culture, du tourisme et de l'artisanat	14,80	232,84	5,50	57,70	33,41	57,91%	26,94	80,63%	26,94	100,00%	0,00	1,08	3,99%	NA	82%
Secrétariat General à la Présidence Charge des Services Spéciaux, de la lutte contre la drogue et le crime organisé	3,12	26,07	0,00	6,78	8,78	129,49%	8,78	100,00%	8,78	100,00%	0,00	1,47	16,73%	NA	182%
Ministère du budget	59,72	366,45	0,92	83,22	49,89	59,94%	23,64	47,39%	23,64	100,00%	0,00	0,00	0,00%	NA	-60%
Cour des comptes	6,39	51,43	10,00	19,08	38,01	199,27%	38,01	100,00%	38,01	100,00%	0,00	9,03	23,76%	NA	495%
Dépenses communes	816,05	5 094,45	-64,67	1 224,43	1 348,60	110,14%	804,49	59,65%	804,49	100,00%	757,95	668,96	83,15%	-12%	-1%
Total	5 609,50	30 200,58	257,51	7 702,40	7 420,96	96,35%	6 491,80	87,48%	6 474,58	99,73%	2 550,46	3 511,44	54,23%	38%	16%

Source : DGB, DNSI

Tableau 18: Exécution globale des dépenses hors FINEX par administration et par grande nature économique (base engagement) au 2^{ème} trim 2024 (Mds de GNF)

Ministère/ Institution	Engagem ent 2023	LF12024	Modif	P.d'Eng	Charges financières de la dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement		TOTAL				Taux d'accroissement	
	T2	T2	T2	T2	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T1	Taux	T2	Taux	T1_T2	2023_2024
	a	b	C	d	e	f=e/d	g	h=g/d	i	j=i/d	k	l=k/d	m	n=m/d	o	p	q	r=q/d	s=q/o-1	t=q/a-1
Présidence de la République	309,70	631,26	0,00	149,18	0,00	0,00%	65,45	43,87%	89,08	59,72%	20,96	14,05%	9,82	6,59%	84,39	118,20%	185,31	124,22%	119,59%	-40,16%
Primature	38,49	126,90	0,00	23,65	0,00	0,00%	2,11	8,91%	11,88	50,23%	4,20	17,76%	0,30	1,26%	9,21	219,16%	18,49	78,16%	100,76%	-51,97%
Ministère de la défense nationale	1 158,74	4 624,61	0,00	1 170,76	0,00	0,00%	968,60	82,73%	93,22	7,96%	75,85	6,48%	257,00	21,95%	1 168,03	88,65%	1 394,67	119,13%	19,40%	20,36%
Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation	272,54	1 675,83	0,00	373,77	0,00	0,00%	11,73	3,14%	0,00	0,00%	206,70	55,30%	7,64	2,04%	64,67	332,77%	226,08	60,48%	249,59%	-17,05%
Ministère de la sécurité et de la protection civile	147,70	733,14	0,00	195,00	0,00	0,00%	142,34	73,00%	14,16	7,26%	5,25	2,69%	12,22	6,27%	143,76	110,15%	173,98	89,22%	21,02%	17,79%
Garde des sceaux, Ministère de la justice et des droits de l'homme	92,68	424,24	0,90	128,66	0,00	0,00%	59,28	46,08%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	40,22	31,26%	81,92	107,12%	99,51	77,34%	21,48%	7,37%
Ministère des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Guinéens établi à l'étranger	182,32	624,83	0,00	174,74	0,00	0,00%	82,29	47,09%	117,29	67,12%	22,29	12,76%	6,47	3,70%	126,35	78,37%	228,34	130,67%	80,72%	25,24%
Ministère du plan et de la Coopération Internationale	86,41	197,33	0,00	43,09	0,00	0,00%	8,91	20,68%	5,24	12,16%	54,49	126,45%	4,08	9,46%	10,35	327,85%	72,72	168,76%	602,92%	-15,84%
Ministère de l'économie et des finances	224,63	2 140,16	0,51	465,35	452,40	97,22%	55,06	11,83%	23,32	5,01%	0,56	0,12%	57,96	12,46%	245,69	158,84%	589,30	126,64%	139,86%	162,34%
Ministère du travail et de la fonction publique	50,49	196,34	31,00	46,63	0,00	0,00%	13,22	28,34%	1,53	3,28%	17,39	37,29%	2,36	5,07%	15,67	211,72%	34,50	73,98%	120,12%	-31,67%
Ministère de l'agriculture et de l'élevage	142,97	471,88	0,00	134,90	0,00	0,00%	16,54	12,26%	0,00	0,00%	6,14	4,55%	52,90	39,21%	26,18	387,49%	75,58	56,03%	188,66%	-47,13%
Ministère de la pêche et de l'économie maritime	25,42	138,98	0,00	32,45	0,00	0,00%	10,04	30,93%	0,86	2,65%	2,68	8,26%	3,23	9,97%	11,84	159,48%	16,81	51,80%	41,98%	-33,85%
Ministère des mines et de la géologie	15,14	267,47	0,00	74,10	0,00	0,00%	14,10	19,03%	0,46	0,62%	39,17	52,86%	1,69	2,28%	14,09	355,26%	55,42	74,79%	293,44%	265,99%
Ministère des infrastructures et des travaux publics	857,47	1 817,31	0,00	485,00	0,00	0,00%	5,35	1,10%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	104,43	21,53%	7,86	1953,70%	109,79	22,64%	1296,71%	-87,20%
Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de l'aménagement du territoire	109,31	237,53	4,86	65,34	0,00	0,00%	9,50	14,54%	0,92	1,41%	4,04	6,18%	7,61	11,65%	10,57	307,09%	22,08	33,79%	108,79%	-79,80%
Ministère du commerce, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises	43,50	170,11	0,00	42,06	0,00	0,00%	13,10	31,14%	0,73	1,72%	2,44	5,80%	6,82	16,20%	15,70	164,91%	23,08	54,87%	46,98%	-46,94%
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	350,00	1 417,28	0,00	413,25	0,00	0,00%	78,80	19,07%	37,41	9,05%	174,57	42,24%	124,49	30,12%	91,35	151,91%	415,25	100,48%	354,56%	18,64%

Ministère/ Institution	Engagem ent 2023	LF12024	Modif	P.d'Eng	Charges financières de da dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement		TOTAL				Taux d'accroissement	
	T2	T2	T2	T2	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T1	Taux	T2	Taux	T1_T2	2023_20 24
	a	b	C	d	e	f=e/d	g	h=g/d	i	j=i/d	k	l=k/d	m	n=m/d	o	p	q	r=q/d	s=q/o-1	t=q/a-1
Ministère de la promotion féminine, de l'enfance et des personnes vulnérables	62,99	200,05	0,00	40,36	0,00	0,00%	8,78	21,76%	0,00	0,00%	5,63	13,94%	6,07	15,04%	21,13	142,24%	20,48	50,75%	-3,08%	-67,48%
Ministère de l'enseignement pré-universitaire et de l'alphabétisation	509,03	2 372,05	169,17	623,10	0,00	0,00%	414,28	66,49%	14,56	2,34%	1,36	0,22%	28,73	4,61%	444,33	112,01%	458,93	73,65%	3,28%	-9,84%
Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et emploi	93,71	431,68	72,75	130,01	0,00	0,00%	48,21	37,08%	0,00	0,00%	34,55	26,58%	14,98	11,52%	23,66	223,72%	97,74	75,18%	313,08%	4,30%
Ministère de la communication et de l'information	23,11	156,57	0,00	39,36	0,00	0,00%	10,42	26,48%	2,46	6,26%	1,82	4,63%	6,23	15,83%	10,96	199,59%	20,94	53,20%	91,10%	-9,41%
Ministère de la jeunesse et des sports	98,45	444,54	0,00	63,93	0,00	0,00%	20,44	31,98%	14,45	22,60%	2,03	3,18%	12,38	19,36%	115,12	107,11%	49,30	77,12%	-57,17%	-49,92%
Conseil national de la transition	67,76	123,49	0,00	43,80	0,00	0,00%	17,25	39,39%	0,00	0,00%	21,25	48,52%	0,00	0,00%	39,01	71,06%	38,50	87,91%	-1,31%	-43,18%
Cour suprême	18,65	57,39	0,00	23,27	0,00	0,00%	4,79	20,57%	0,00	0,00%	5,52	23,73%	0,00	0,00%	5,72	210,75%	10,31	44,30%	80,37%	-44,70%
Haute autorité de la communication	25,80	33,03	0,00	8,40	0,00	0,00%	0,65	7,70%	0,00	0,00%	3,18	37,91%	0,00	0,00%	0,52	1015,76 %	3,83	45,61%	634,68%	-85,15%
Secrétariat Général du gouvernement	5,83	84,45	0,00	8,51	0,00	0,00%	2,62	30,74%	2,07	24,27%	0,00	0,01%	1,56	18,32%	3,51	177,28%	6,24	73,35%	77,82%	7,04%
Secrétariat Général aux affaires religieuses	123,82	127,82	14,20	79,77	0,00	0,00%	2,11	2,65%	0,00	0,00%	83,61	104,81%	5,41	6,79%	3,46	306,36%	91,13	114,24%	2535,54 %	-26,40%
Ministère de l'environnement et du développement durable	124,96	220,36	0,00	50,70	0,00	0,00%	30,41	59,98%	3,63	7,17%	0,01	0,02%	0,00	0,00%	32,13	117,30%	34,05	67,17%	5,99%	-72,75%
Ministère des transports	14,11	149,75	0,00	33,74	0,00	0,00%	9,38	27,80%	0,34	1,01%	3,39	10,04%	0,00	0,00%	10,33	161,64%	13,11	38,85%	26,87%	-7,10%
Grande chancellerie des ordres nationaux Guinée	20,62	19,57	0,00	5,41	0,00	0,00%	0,25	4,58%	0,00	0,00%	9,59	177,20%	0,00	0,00%	0,24	2098,27 %	9,84	181,79%	4020,77 %	-52,27%
Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	427,01	1 132,66	12,37	340,17	0,00	0,00%	66,12	19,44%	49,76	14,63%	202,97	59,67%	2,60	0,76%	70,26	296,79%	321,45	94,50%	357,50%	-24,72%
Administration et contrôle des grands projets	34,36	129,35	0,00	31,25	0,00	0,00%	0,00	0,00%	0,00	0,00%	11,07	35,42%	9,71	31,08%	0,00	NA	20,78	66,50%	NA	-39,52%
Ministère de l'Energie, de l'hydraulique et des hydrocarbures	930,08	2 690,68	0,00	734,79	0,00	0,00%	8,75	1,19%	100,13	13,63%	795,76	108,30 %	27,51	3,74%	296,60	210,61%	932,14	126,86%	214,27%	0,22%
Ministère des postes, des télécommunications et de l'économie numérique	22,09	160,68	0,00	36,67	0,00	0,00%	7,09	19,33%	3,16	8,63%	5,50	15,00%	17,00	46,35%	7,79	324,92%	32,75	89,31%	320,28%	48,29%
Ministère de la culture, du tourisme et de l'artisanat	12,53	232,84	5,50	57,70	0,00	0,00%	9,27	16,08%	0,00	0,00%	1,90	3,30%	13,76	23,85%	10,63	256,01%	24,94	43,22%	134,52%	99,03%

Ministère/ Institution	Engagem ent 2023	LFI2024	Modif	P.d'Eng	Charges financières de la dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement		TOTAL				Taux d'accroissement	
	T2	T2	T2	T2	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T1	Taux	T2	Taux	T1_T2	2023_2024
	a	b	c	d	e	f=e/d	g	h=g/d	i	j=i/d	k	l=k/d	m	n=m/d	o	p	q	r=q/d	s=q/o-1	t=q/a-1
Secrétariat General à la Présidence Charge des Services Spéciaux, de la lutte contre la drogue et le crime organisé	5,57	26,07	0,00	6,78	0,00	0,00%	0,00	0,00%	4,14	61,00%	0,00	0,00%	4,65	68,49%	1,57	268,84%	8,78	129,49%	460,99%	57,79%
Ministère du budget	12,23	366,45	0,92	83,22	0,00	0,00%	19,54	23,48%	0,00	0,00%	0,93	1,11%	0,00	0,00%	61,75	94,61%	20,47	24,59%	-66,86%	67,34%
Cour des comptes	12,15	51,43	10,00	19,08	0,00	0,00%	4,60	24,11%	0,00	0,00%	33,42	175,16%	0,00	0,00%	4,50	287,68%	38,01	199,27%	743,86%	212,81%
Dépenses communes	898,55	5 094,45	-64,67	1 224,43	0,00	0,00%	76,81	6,27%	392,04	32,02%	595,92	48,67%	777,56	63,50%	854,17	56,63%	1 842,33	150,47%	115,69%	105,03%
Total	7 650,91	30 200,58	257,51	7 702,40	452,40	5,87%	2 318,19	30,10%	982,83	12,76%	2 456,15	31,89%	1 627,40	21,13%	4 145,03	120,65%	7 836,97	101,75%	89,07%	2,43%

Source : DGB, DNSI

Tableau 19: Exécution globale des dépenses hors FINEX par administration et par grande nature économique (base paiement) au 2^{ème} trim 2024 (Mds de GNF)

Ministère/ Institution	Paiement 2023	LFI	Modif	P.d'Eng	Charges Financières de la Dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement		Dépenses d'Investissement finex		TOTAL hors Finex		TOTAL GENERAL				Taux d'accroissement	
	T2		T2	T2	T2	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T1	Taux	T2	Taux	T1_T2
	a	B	c	d	e	f=e/d	g	h=g/d	i	j=i/d	k	l=k/d	m	n=m/d	o	p=o/d	q	r=q/d	s	t	u	v=u/d	w=u/s-1	x=u/a-1
Présidence de la République	380,96	631,26	0,00	149,18	0,00	0%	52,28	8%	74,98	12%	16,32	3%	6,91	1%	174,79	28%	150,48	24%	62,10	10%	325,27	52%	424%	-15%
Primature	18,09	126,90	0,00	23,65	0,00	0%	0,00	0%	18,85	15%	2,10	2%	0,00	0%	0,00	0%	20,95	17%	0,00	0%	20,95	17%	NA	16%
Ministère de la défense nationale	1 331,30	4 624,61	0,00	1 170,76	0,00	0%	1 021,32	22%	120,59	3%	98,50	2%	163,00	4%	0,00	0%	1 403,40	30%	1 168,03	25%	1 403,40	30%	20%	5%
Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation	124,52	1 675,83	0,00	373,77	0,00	0%	0,00	0%	2,06	0%	6,00	0%	6,06	0%	48,62	3%	14,11	1%	67,90	4%	62,73	4%	-8%	-50%
Ministère de la sécurité et de la protection civile	105,23	733,14	0,00	195,00	0,00	0%	0,00	0%	1,89	0%	5,01	1%	2,45	0%	0,00	0%	9,35	1%	40,93	6%	9,35	1%	-77%	-91%
Garde des sceaux, Ministère de la justice et des droits de l'homme	74,37	424,24	0,90	128,66	0,00	0%	0,00	0%	3,47	1%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	3,47	1%	0,00	0%	3,47	1%	NA	-95%

Ministère/ Institution	Paiement 2023	LFI	Modif	P.d'Eng	Charges Financières de la Dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement		Dépenses d'Investissement finex		TOTAL hors Finex		TOTAL GENERAL				Taux d'accroissement	
	T2		T2	T2	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T1	Taux	T2	Taux	T1_T2	2023_2024
	a	B	c	d	e	f=e/d	g	h=g/d	i	j=i/d	k	l=k/d	m	n=m/d	o	p=o/d	q	r=q/d	s	t	u	v=u/d	w=u/s-1	x=u/a-1
Ministère des affaires étrangères, de l'intégration africaine et des Guinéens établi à l'étranger	106,58	624,83	0,00	174,74	0,00	0%	70,35	11%	2,88	0%	15,49	2%	0,00	0%	0,00	0%	88,72	14%	50,66	8%	88,72	14%	75%	-17%
Ministère du plan et de la Coopération Internationale	120,19	197,33	0,00	43,09	0,00	0%	0,00	0%	2,33	1%	2,05	1%	0,00	0%	86,82	44%	4,38	2%	0,00	0%	91,20	46%	NA	-24%
Ministère de l'économie et des finances	283,62	2 140,16	0,51	465,35	452,40	21%	0,00	0%	6,15	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	458,55	21%	178,48	8%	458,55	21%	157%	62%
Ministère du travail et de la fonction publique	39,58	196,34	31,00	46,63	0,00	0%	0,00	0%	2,08	1%	11,26	6%	0,00	0%	0,00	0%	13,33	7%	0,00	0%	13,33	7%	NA	-66%
Ministère de l'agriculture et de l'élevage	384,29	471,88	0,00	134,90	0,00	0%	0,13	0%	1,98	0%	0,00	0%	0,32	0%	566,91	120%	2,43	1%	163,91	35%	569,33	121%	247%	48%
Ministère de la pêche et de l'économie maritime	22,32	138,98	0,00	32,45	0,00	0%	0,00	0%	1,14	1%	2,59	2%	0,00	0%	0,00	0%	3,74	3%	0,00	0%	3,74	3%	NA	-83%
Ministère des mines et de la géologie	38,89	267,47	0,00	74,10	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	31,22	12%	0,00	0%	6,74	3%	31,22	12%	363%	-20%
Ministère des infrastructures et des travaux publics	291,80	1 817,31	0,00	485,00	0,00	0%	0,00	0%	1,08	0%	0,00	0%	0,00	0%	980,40	54%	1,08	0%	97,64	5%	981,48	54%	905%	236%
Ministère de l'urbanisme, de l'habitat et de l'aménagement du territoire	32,80	237,53	4,86	65,34	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	NA	-100%
Ministère du commerce, de l'industrie et des petites et moyennes entreprises	64,08	170,11	0,00	42,06	0,00	0%	0,55	0%	1,68	1%	0,00	0%	0,47	0%	0,00	0%	2,70	2%	30,21	18%	2,70	2%	-91%	-96%
Ministère de la santé et de l'hygiène publique	234,27	1 417,28	0,00	413,25	0,00	0%	0,00	0%	6,20	0%	118,06	8%	0,00	0%	112,18	8%	124,26	9%	9,18	1%	236,44	17%	2475%	1%
Ministère de la promotion féminine,	74,48	200,05	0,00	40,36	0,00	0%	0,00	0%	0,25	0%	1,75	1%	0,00	0%	0,00	0%	2,00	1%	2,41	1%	2,00	1%	-17%	-97%

Ministère/ Institution	Paiement 2023	LFI	Modif	P.d'Eng	Charges Financières de la Dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement		Dépenses d'Investissement finex		TOTAL hors Finex		TOTAL GENERAL				Taux d'accroissement	
	T2		T2	T2	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T1	Taux	T2	Taux	T1_T2	2023_2024
	a	B	c	d	e	f=e/d	g	h=g/d	i	j=i/d	k	l=k/d	m	n=m/d	o	p=o/d	q	r=q/d	s	t	u	v=u/d	w=u/s-1	x=u/a-1
de l'enfance et des personnes vulnérables																								
Ministère de l'enseignement pré-universitaire et de l'alphabétisation	461,23	2 372,05	169,17	623,10	0,00	0%	15,73	1%	17,89	1%	1,25	0%	0,00	0%	17,03	1%	34,87	1%	53,06	2%	51,90	2%	-2%	-89%
Ministère de l'enseignement technique, de la formation professionnelle et emploi	151,76	431,68	72,75	130,01	0,00	0%	26,54	6%	6,26	1%	30,54	7%	0,00	0%	0,00	0%	63,34	15%	3,93	1%	63,34	15%	1512%	-58%
Ministère de la communication et de l'information	15,59	156,57	0,00	39,36	0,00	0%	0,00	0%	0,70	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,70	0%	0,00	0%	0,70	0%	NA	-96%
Ministère de la jeunesse et des sports	27,96	444,54	0,00	63,93	0,00	0%	8,43	2%	19,47	4%	1,03	0%	0,00	0%	0,00	0%	10,99	2%	29,81	7%	10,99	2%	-63%	-61%
Conseil national de la transition	49,66	123,49	0,00	43,80	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	21,25	17%	0,00	0%	0,00	0%	21,25	17%	0,00	0%	21,25	17%	NA	-57%
Cour suprême	13,56	57,39	0,00	23,27	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	5,52	10%	0,00	0%	0,00	0%	5,52	10%	0,00	0%	5,52	10%	NA	-59%
Haute autorité de la communication	4,78	33,03	0,00	8,40	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	3,18	10%	0,00	0%	0,00	0%	3,18	10%	0,00	0%	3,18	10%	NA	-33%
Secrétariat Général du gouvernement	4,33	84,45	0,00	8,51	0,00	0%	0,00	0%	1,00	1%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	1,00	1%	0,00	0%	1,00	1%	NA	-77%
Secrétariat Général aux affaires religieuses	72,25	127,82	14,20	79,77	0,00	0%	0,00	0%	3,19	2%	36,74	29%	0,00	0%	0,00	0%	39,93	31%	0,00	0%	39,93	31%	NA	-45%
Ministère de l'environnement et du développement durable	53,41	220,36	0,00	50,70	0,00	0%	0,00	0%	1,25	1%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	1,25	1%	0,00	0%	1,25	1%	NA	-98%
Ministère des transports	15,90	149,75	0,00	33,74	0,00	0%	0,00	0%	0,73	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,73	0%	0,00	0%	0,73	0%	NA	-95%
Grande chancellerie des ordres nationaux Guinée	2,43	19,57	0,00	5,41	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	4,80	25%	0,00	0%	0,00	0%	4,80	25%	0,00	0%	4,80	25%	NA	97%
Ministère de l'enseignement supérieur, de la	343,28	1 132,66	12,37	340,17	0,00	0%	11,83	1%	1,29	0%	202,92	18%	0,00	0%	8,77	1%	216,04	19%	0,00	0%	224,80	20%	NA	-35%

Ministère/ Institution	Paiement 2023	LFI	Modif	P.d'Eng	Charges Financières de la Dette		Dépenses de Personnel		Dépenses de Biens et Services		Dépenses de Transfert		Dépenses d'Investissement		Dépenses d'Investissement finex		TOTAL hors Finex		TOTAL GENERAL				Taux d'accroissement	
	T2		T2	T2	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T2	Taux	T1	Taux	T2	Taux	T1_T2	2023_2024
	a	B	c	d	e	f=e/d	g	h=g/d	i	j=i/d	k	l=k/d	m	n=m/d	o	p=o/d	q	r=q/d	s	t	u	v=u/d	w=u/s-1	x=u/a-1
recherche scientifique et de l'innovation																								
Administration et contrôle des grands projets	0,00	129,35	0,00	31,25	0,00	0%	0,00	0%	3,32	3%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	3,32	3%	0,00	0%	3,32	3%	NA	NA
Ministère de l'Energie, de l'hydraulique et des hydrocarbures	395,43	2 690,68	0,00	734,79	0,00	0%	0,00	0%	30,21	1%	87,78	3%	0,00	0%	431,10	16%	117,98	4%	333,35	12%	549,09	20%	65%	39%
Ministère des postes, des télécommunications et de l'économie numérique	0,00	160,68	0,00	36,67	0,00	0%	0,00	0%	0,55	0%	2,50	2%	0,00	0%	0,00	0%	3,05	2%	0,00	0%	3,05	2%	NA!	226796%
Ministère de la culture, du tourisme et de l'artisanat	14,80	232,84	5,50	57,70	0,00	0%	0,00	0%	0,70	0%	0,38	0%	0,00	0%	0,00	0%	1,08	0%	0,00	0%	1,08	0%	NA	-93%
Secrétariat General à la Présidence Charge des Services Spéciaux, de la lutte contre la drogue et le crime organisé	3,12	26,07	0,00	6,78	0,00	0%	0,45	2%	1,02	4%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	1,47	6%	0,00	0%	1,47	6%	NA	-53%
Ministère du budget	19,72	366,45	0,92	83,22	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	NA	-100%
Cour des comptes	6,39	51,43	10,00	19,08	0,00	0%	0,00	0%	0,00	0%	9,03	18%	0,00	0%	0,00	0%	9,03	18%	0,00	0%	9,03	18%	NA	41%
Dépenses communes	1 495,02	5 094,45	-64,67	1 224,43	0,00	0%	495,20	10%	117,50	2%	2,00	0%	36,32	1%	0,00	0%	668,96	13%	757,95	15%	668,96	13%	-12%	-55%
Total	6 877,97	30 200,58	257,51	7 702,40	452,40	1%	1 702,80	6%	452,69	1%	688,02	2%	215,53	1%	2 457,83	8%	3 511,44	12%	3 056,27	10%	5 969,27	20%	95%	-13%

Source : DGB, DNSI

Tableau 20 : Situation d'exécution des subventions et transferts hors collectivités (Mds de GNF)

Ministère/ Institution	Crédit		Exécution 1er trimestre 2024			Exécution 2ème trimestre 2024		
	Nombre bénéficiaire	Montant	Allocation		Taux	Allocation		Taux
			Montant	Nombre bénéficiaire		Montant	Nombre bénéficiaire	
	a	b	c	d	e=c/b	f	g	h=f/b
Présidence de la république	9	100	0	0	0,00%	20,94	7	20,94%
Primature	1	8,4	0	0	0,00%	4,20	1	50,00%
Ministère de la Défense Nationale	4	316,7	98,88	3	31,20%	75,33	0	23,79%
Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation	12	939,78	0	0	0,00%	252,39	7	26,86%
Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile	7	23,45	0	0	0,00%	5,17	2	22,06%
Garde des Sceaux, Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	13	40,21	0	0	0,00%	5,33	4	13,24%
Ministère des Affaires Étrangères, de l'Intégration Africaine et des Guinéens établis à l'Étranger	5	51,4	1,63	1	3,20%	22,28	1	43,35%
Ministère du Plan et de la Coopération Internationale	6	70,87	0	0	0,00%	54,48	3	76,88%
Ministère de l'Économie et des Finances	1	4,23	0	0	0,00%	0,51	1	12,06%
Ministère du Travail et de la Fonction Publique	4	40,06	0	0	0,00%	17,36	3	43,33%
Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage	5	111,66	0	0	0,00%	6,13	1	5,49%
Ministère de la pêche et de l'Économie Maritime	4	12,66	0	0	0,00%	2,67	3	21,05%
Ministère des Mines et de la Géologie	5	166,05	0	0	0,00%	39,16	2	23,58%
Ministère des Infrastructures et des Travaux Publics	3	4	0	0	0,00%	0,00	0	0,00%
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de l'Aménagement du Territoire chargé de la récupération des domaines spoliés de l'État	4	23,2	0	0	0,00%	4,03	2	17,35%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Petites et Moyennes Entreprises	7	23,39	0	0	0,00%	2,43	3	10,38%
Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique	168	387,01	0	0	0,00%	174,52	165	45,09%
Ministère de la Promotion Féminine, de l'Enfance et des Personnes Vulnérables	7	39,3	0	0	0,00%	5,62	6	14,31%
Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire et de l'Alphabétisation	3	19,39	0	0	0,00%	1,05	1	5,41%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi	10	122,21	0	0	0,00%	34,54	5	28,26%
Ministère de l'Information et de la Communication	3	7,27	0	0	0,00%	1,82	3	25,00%
Ministère de la Jeunesse et des Sports	7	19,09	0	0	0,00%	2,03	2	10,61%
Conseil national de la transition	1	85	21,25	1	25,00%	21,25	0	25,00%
Cour supreme	1	22,09	0	0	0,00%	5,52	1	25,00%
Haute autorité de la communication	2	17,23	0	0	0,00%	3,18	1	18,48%
Secrétariat Général du Gouvernement	1	2,84	0	0	0,00%	0,00	0	0,00%
Secrétariat général aux affaires religieuses	9	76,59	29,47	1	38,50%	54,13	7	70,68%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	8	22,49	0	0	0,00%	0,00	0	0,00%
Ministère des Transports	8	25,04	0	0	0,00%	3,38	3	13,48%
Grande chancellerie des ordres nationaux Guinée	2	19,19	0	0	0,00%	9,59	2	49,99%
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	135	674,39	0	0	0,00%	202,92	141	30,09%
Administration et contrôle des grands projets	1	44,27	0	0	0,00%	11,07	1	25,00%
Ministère de l'Énergie, de l'Hydraulique et des Hydrocarbures	4	2010,8642	420,47	1	20,90%	586,64	1	29,17%
Ministère des Postes, des Télécommunications et de l'Économie Numérique	2	10,02	0	0	0,00%	5,50	2	54,85%
Ministère de la Culture, du Tourisme et de l'Artisanat	9	18,65	0	0	0,00%	1,90	2	10,21%
Ministère du Budget	1	1,82	0	0	0,00%	0,91	1	49,88%
Cour des comptes	1	36,12	0	0	0,00%	33,42	1	92,51%
Dépenses communes	4	2720,28	496,18	1	18,20%	520,33	1	19,13%
TOTAL	477	8317,214	1067,88	8	12,84%	2 191,70	386	26,35%

Source : DGB, DNSI